

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

18 AU 24 JANVIER 1996

N° 1026

10,00 F

L'ANNONCE DE LA MORT de François Mitterrand était à peine diffusée que déjà, obéissant à ses règles de toujours, la mafia politique, des seconds couteaux aux grands caïds, sortait le grand jeu. Dieu et la patrie à la bouche, toute la canaille titrée, mandatée, Légion d'honneur, couronne mortuaire ou crucifix en avant, aura défilé pour ce grand bal des faux-culs inconsolables que la République offre de temps à autre à ses citoyens électeurs, quand disparaît l'un de ses hommes providentiels.

Cadavre exquis

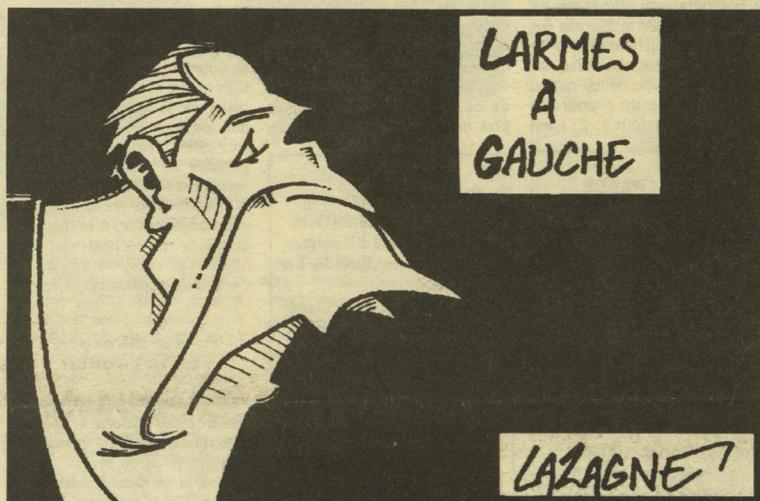
Pour orchestrer ce grand deuil façon show-biz, des médias plus rampants que jamais auront rivalisé de servilité, et il n'est pas sûr que l'autre disparu du jour, *Infomatin*, exécuté en même temps que ses journalistes par André Rousselet, grand ami du défunt, eût apporté une note discordante dans ce bien indigne concert de louanges qui, le temps d'une trêve hypocrite entre chefs de bande, aura occupé la France émue pour un public voyeur et anesthésié. Mais que tous ceux qu'amuse cette galerie de polichinelles faisandés se rassurent, la vie, comme on dit, reprend vite ses droits, et la vie politique ses travers. A l'heure où vous lirez ces lignes, ce touchant élan commun pour un tripatouillage médiatique de cadavre exquis aura cessé, et coups bas, combines et saloperies en tout

FRANÇOIS MITTERRAND LA FIN D'UNE IMPOSTURE

genre auront retrouvé leur véritable place, la première.

De cet indécent torrent de larmes crocodilesques de tous bords, il faudra retenir qu'il s'agit là, avant tout, d'une ode exaltée à l'Etat-nation, magnifiée à travers la personne du président disparu par des hommes politiques parfois opposés mais unis sur l'essentiel, la défense de leur juteux gagne-pain, et bien décidés à profiter de l'aubaine pour pérenniser et sacraliser l'idée même de Pouvoir auprès d'une foule imbécille dont le peu de raison s'estompe alors tout à fait devant le spectacle offert par ces manipulateurs d'émotions basses.

De cet homme qui vient de mourir, il a déjà été dit bien des choses, et l'avenir proche en annonce déjà des tonnes d'autres, forcément pertinentes, on s'en doute. L'Histoire, nous dit-on aujourd'hui, jugera. Quand on sait tous les outrages que lui ont fait subir la cohorte de maquereaux qui l'ont prise sous leur bienveillante protection, on nous permettra d'offrir ici une petite contribution totalement désintéressée à ceux qui, demain, voudront bien ne pas se satisfaire



des « avis autorisés » de ces spécialistes.

Machiavel et Loyola

Se fondant sur la constatation d'une dérive monarchiste de leur exercice du pouvoir, on a

souvent comparé Mitterrand et de Gaulle, cette autre escroquerie monumentale. Il est vrai que leurs carrières restent des chefs-d'œuvre de félonie et d'arrivisme forcené, et d'ailleurs, aujourd'hui comme il y a un quart de siècle, chacun s'est plu, sans taire son admiration, à

glorifier chez le mort célèbre l'art du mensonge, de la manipulation et du reniement, autant de « qualités » qui, « avec la folle des grandeurs, écrivions-nous ici même il y a quelques semaines, distinguent ces aventuriers douteux destinés à

(suite p. 2)

Librairie
du Monde Libertaire,
145, rue Amelot
(M° Oberkampf),
75011 Paris
Soirées (à 19 h 30)
« Femmes révolutionnaires, femmes dans la révolution »

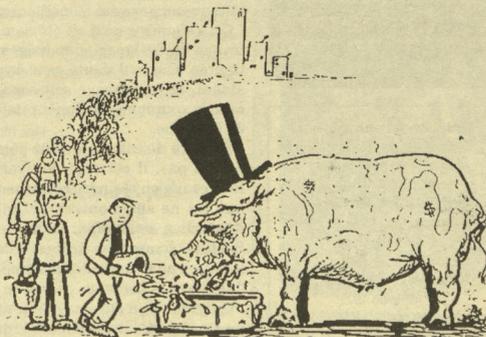
• Mercredi 17 janvier
discussion autour du
film de Lisa Berger et
Carol Mazer, *De Toda la vida*.

Témoignages,
50 ans après, de femmes
ayant vécu de l'intérieur
la Révolution espagnole
de 1936.

• Jeudi 18 novembre
discussion autour du
film de Volker Schlöndorff, *L'Honneur perdu de Katharina Blum*
(1 h 46).

DANS CE NUMÉRO : 4 PAGES « BILAN DES GRÈVES »

BOSSER
CONSOMMER



POUR LES
ENGRAISSER !

LA NOUVELLE
OPPOSITION :
LE MOUVEMENT
SOCIAL

T 2137 - 1026 - 10,00 F



FOP 2520

FRANÇOIS MITTERRAND

La fin d'une imposture

(Suite de la « une »)
devenir, au fil du temps, légendes dorées pour âmes simples ».

D'une jeunesse pétaïniste à un socialisme de pacotille, en passant par une IVe République qui lui permit d'assouplir son échine, un petit rôle dans un mauvais western auréolé du côté de l'Observatoire, tout ou presque a été dit de cet itinéraire « exemplaire » qui puise son inspiration chez Machiavel ou Ignace de Loyola. Comme le bibelot de valeur sur la cheminée du salon, un héros de la nation donne du cachet à la République. Deux, cela commence à faire désordre. Aussi, Mitterrand n'aura de cesse de combattre son grand rival de Colombey, portant la querelle sur le terrain des institutions et du pouvoir personnel, dans lesquels il se coulera avec délice quand l'heure viendra de prendre la place du « dictateur ». Et c'est

avec ce cynisme charmant qui fait les présidents lettrés que Mitterrand pourra affirmer, en 1990 : « Je me souviens d'avoir dit que les institutions actuelles, contre lesquelles j'ai voté, étaient dangereuses avant moi et qu'elles pourraient le redevenir après moi. » Un ange passe, la rose au poing...

L'homme, on le sait, finira par jeter son dévolu sur le Parti socialiste, tremplin de ses ambitions suprêmes, et comme un coup d'Etat réussi contribue dans ce pays à forger l'image virile des sauveurs de la patrie, Mitterrand, faute de mieux, fera le sien du côté d'Epiney, en 1971. Si les « qualités » de stratège de cet enfant de Jarnac lui furent sans doute indispensables pour réaliser cet « exploit », la médiocrité et la veulerie des dirigeants de ce parti ne comptèrent pas pour rien dans cette opération de

prise en main d'un courant politique qui fut et restera de tous les renoncements, de toutes les volte-face et trahisons. Puis ce fut le couronnement...

« Monsieur Mitterrand, vous n'êtes pas plus révolutionnaire que de Gaulle ! Si vous deveniez le maître de l'Elysée, vous ne seriez ni plus ni moins réformiste que l'équipe actuelle... » En 1965, François Mauriac, intime de Dieu — pas Mitterrand, non, l'Autre, le « vrai » —, nous prévenait à sa manière et non sans lucidité que le futur maître des lieux saurait se faire à son tour le « gérant loyal du capitalisme », comme Léon Blum avant lui. Et sans attendre le détail du bilan économique et socialement désastreux de ce socialisme-là, il se pourrait bien que le directeur d'un grand quotidien du soir soit déjà dans le vrai quand il affirme que ses deux septennats « resteront dans l'Histoire comme une période de modernisation, de reconstruction forte et accélérée du capitalisme français ». Un autre ange passe, à la main les discours de Mitterrand sur l'argent-roi, « qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes »...

Le mythe de la gauche

L'enseignement qu'il convient de retenir de ces quatorze années de mitterrandisme aigüé est incontestablement celle du mythe de la gauche, où se mêlent la bêtise, le besoin d'aveuglement, une foi inébranlable et stupide pour des valeurs sans cesse renéées, violentées par ceux-là mêmes qui prétendent les incarner. Encore

Librairie du Monde Libertaire EXPOSITION

« Tout près d'ici, nos prisons » réalisée par l'Observatoire des prisons jusqu'au SAMEDI 22 JANVIER

Les suppléments du ML sur le logement (n° 1024) et le bilan des grèves (n° 1026) sont disponibles en écrivant à la librairie PUBLICO. Frais de port : 3 F l'exemplaire et, pour diffusion, 1 F l'unité pour un lot de 10 exemplaires.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

LA PEINE DE MORT

Il faut savoir gré à François Mitterrand d'avoir aboli la peine de mort, cette barbarie de toujours.

Prise contre cette fameuse volonté majoritaire du peuple dont on nous rebat les oreilles depuis trop longtemps, cette décision fut, notons-le au passage, le fait du prince dans toute sa splendeur. Rappelons également à nos ardents républicains qu'elle fut par là même antidémocratique au possible. Nous, on s'en fout, on n'est pas démocrates !...

FLORÉAL

une fois, Mitterrand aura eu beau s'empresser de jeter aux orties la quasi-totalité de ses cent-dix propositions, rien n'y fera — il est de « gôche », n'est-ce pas ? —, et la pâle copie corrézienne qui lui sert de successeur méditera sans doute avec amertume cette leçon de choses gouvernementale de grande classe, lui qui a réussi en six mois ce que deux septennats de promesses non tenues auront su éviter : mettre trois millions de personnes dans la rue.

Pour broser avec plus de précision le portrait de cet homme qui sut restaurer mieux encore que le Général les manières d'Ancien Régime, il sera nécessaire de bien étudier le rôle qu'il sut faire jouer à un parterre d'admirateurs inconditionnels et par là même ridicules, issus du monde intellectuel et artistique, courtisans mondains à la Pierre Bergé ou faux prolo-faux loubard mais authentique lèche-bottes à la Renaud. Ceux-là joueront auprès d'une bourgeoisie libérale ou d'une jeunesse en quête d'idôles, avec les organisations satellites tapinant dans l'antiracisme et l'humanitaire, le rôle dévolu aux syndicats auprès des travailleurs pour mieux faire passer la pilule. On les a vus ces jours derniers venir remercier le mort pour les bonnes places offertes à ces laquais au plantureux banquet de la République. Ce sont eux qui contribueront à fabriquer cette image pieuse d'humaniste tentant par ses faibles moyens de faire avancer le schmilblick de la liberté-égalité-fraternité dans un monde hostile. Cruelles humanités qui obligèrent

cet homme de cœur à diriger le pays grâce auquel on s'étripe un peu partout dans le monde avec les armes qu'il produit et à réaliser une telle quantité d'essais nucléaires que de Gaulle avec sa bombinette fait office de gamin turbulent jouant avec des pétards mouillés. Un troisième ange passe. Facétieux, il s'est fait la tête du capitaine Barril, un écouteur sur les oreilles...

Comme ses camarades girouettes gorgés de discours pacifistes et qui finiront par se vautrer dans l'Union sacrée, comme ceux de la Libération qui n'eurent pour grand dessein que la modernisation du capitalisme et la rationalisation de l'Etat, François Mitterrand est un mensonge énorme, une gigantesque imposture !

L'anniversaire de la mort de De Gaulle nous avait permis d'écrire ici, en novembre dernier, que « de Vercingétorix à la vieille baderne étolée de Colombey, en passant par Charlemagne ou Napoléon, les escroqueries providentielles ne manquent pas. D'autres viendront qui n'auront pour légitimité que la bêtise des foules abdiquant toute responsabilité, toute dignité, pour sacrifier des totems, tristes pendents de leur médiocrité ». François Mitterrand vient d'entrer dans ce triste panthéon qui fait la fierté de l'école républicaine et entraîne des cohortes d'abrutis à célébrer leur esclavages à l'ombre de la croix de Lorraine ou du côté de la Bastille. Désolé, nous ne porterons pas le deuil !

FLORÉAL

A LA PETITE SEMAINE

Incommensurable

Effectué quasiment durant les obsèques et autour du glorieux cercueil, un sondage nous apprend que pour les Français, Mitterrand aura été le meilleur président de la Ve République.

On s'étonnera qu'il ait été demandé à quelques-uns de nos concitoyens de désigner leur dirigeant préféré sur une période aussi limitée. Car nul doute que, hystérie collective tontonmanique aidant, le personnage soit sorti d'une question moins restrictive avec la couronne de numéro un de tous les temps parmi les pères de la nation.

Et cette distribution n'eût point été usurpée. Car si Mitterrand ne sut pas, il est vrai, arriver à temps pour sauver Roland à Roncevaux ou éteindre le bûcher de la Pucelle à Rouen, nul mieux que lui ne sut montrer autant de courage à Valmy comme à Austerlitz, nous offrir la poule à pot, prendre et reprendre la Bastille, écraser les Arabes à Poitiers, marcher sur l'eau, donner le baiser aux lépreux et multiplier les pains, libérer la bande FM, l'Alsace et la Lorraine... On n'en finirait pas !

Qu'y eut-il, d'ailleurs, de plus grand que lui ? Rien, sinon la connerie de ses thuriféraires... décidément incommensurables.

FLORÉAL

ILE-DE-FRANCE

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM)

- « Jazz en liberté », mercredi 24 janvier, 16 h 30 - 18 h : Emmanuel Bex quintet en public (1995), Rhoda Scott duo (1977) et Larry Young quartet (1965).
- « Microclimat », jeudi 25 janvier, 20 h 30 - 22 h : Les restrictions de la liberté individuelle, avec le Réseau Voltaire.

CINÉMA

Visiblement, je vous aime

Réalisation de Jean-Michel Carré
L'histoire du Coral d'Aimargues, un lieu de vie, une alternative à la psychiatrie.

(Adaptation du livre de Claude Sigala, Visiblement, je vous aime.)

- 18 janvier : Le Melville - Rouen
 - 19 janvier : Le Capitot - Clermont-Ferrand
 - 20 janvier : La Coursive - La Rochelle
 - 22 janvier : Le Mazarin - Aix-en-Provence
 - 23 janvier : L'Eldorado - Dijon
- Présence de Claude Sigala ou de Jean-Michel Carré (ou des deux à la fois), lors des projections.

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.

le monde **libertaire**
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

CFDT

Des chrysanthèmes pour Miss Bégonia !

Dans leur appel de « soutien aux grévistes », lancé le 4 décembre 1995, plusieurs centaines d'intellectuels estimèrent que « celles et ceux qui descendent dans la rue... posent la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre » (1). Même si le pavé ne résonna guère de mots d'ordre radicaux, le mouvement qui a ébranlé durant quatre semaines le pays ne se focalisa certes pas sur des taux et des durées de cotisations. Nicole Notat ne craignit rien tant qu'une « politisation » du conflit.



Anney, mai 1978 : fin du 37^e Congrès de la CFDT, le poing levé. Révolutionnaire ! En médaillon : la « tsarine » Nicole Notat.

INUTILE DE REVENIR sur la manifestation parisienne du 24 novembre que la maréchale quitta précipitamment sous la « pression » de militants excédés. Ce vendredi-là, Joël Roman, le rédacteur en chef de la revue *Esprit*, et Pierre Rosanvallon, le secrétaire général de la Fondation Saint-Simon (2) initièrent une pétition « pour une réforme de fond de la Sécurité sociale », qui se présenta surtout comme un soutien explicite à la dame. Parmi les signataires, l'économiste Jean-Paul Fitoussi, le sociologue Alain Touraine, régulièrement invité, à l'instar du précédent, sur les plateaux de télévision durant les « événements », Jacques Julliard, plume du *Nouvel Observateur*, Jean de Kervasdoué, directeur des Hôpitaux au ministère de la Santé de 1981 à 1986, puis boss de la société d'audits Sanesco, laquelle intervient à titre de consultante, grassement rémunérée, en particulier dans les hôpitaux publics.

Outrecuidance

Les « archaïques », les « réactionnaires », les « rétrogrades »... ne sont pas forcément ceux que des journaliers-caporaux à la Daniel Bilalian, des pseudo-philosophes comme André Glucksmann et des politologues amphibies du calibre d'Alfred Grosser estampillent ainsi. Toute une clique de clercs « accompagnés », le sourcil froncé par un reliquat de considérations humanistes, les projets gouvernementaux ultra-libéraux qui visent entre autres à concrétiser l'Europe maasrichienne, un des héritages de l'ère mitterrannienne. Même le magazine *Der Spiegel*, d'ordinaire plus critique, se fit l'écho dans sa livraison du 4 décembre 1995 des préoccupations de la chancellerie : « Si le chef du gouvernement cède, la France n'assurera pas son budget et ne réunira pas les critères pour l'entrée dans l'union monétaire ». Deux semaines plus tard, l'hebdomadaire hambourgeois perçut dans le soulèvement populaire contre les mesures d'austérité un « combat des générations » : entre la vieille garde Louis

Viannet (62 ans) - Marc Blondel (57 ans) et une « syndicaliste pragmatique » comme Nicole Notat (48 ans). Celle-ci poussa l'outrecuidance jusqu'à requérir, le 13 décembre, la reprise du travail, alors qu'elle n'avait jamais exhorté les salariés à désertier les ateliers, les bureaux et les salles de classe...

Des voix, en nombre croissant, s'indignent du mépris avec lequel une organisation ayant inscrit l'adjectif « démocratique » à son patronyme traite la parole et les revendications de la base. Les cheminots illois barrèrent sur leurs banderoles la quatrième lettre de l'alphabet pour exprimer leur défiance envers des *apparatchiks* qui ont définitivement rayé de leur *thesaurus* des vocables comme « transformation en profondeur », « changement authentique », « luttes de terrain ». Les propos de Claude Debons, secrétaire général-adjoint de la Fédération des transports ne tombent pas sous le coup de la diffamation : « La direction confédérale n'a pas choisi le camp des travailleurs ». L'assentiment au « plan Juppé », inspiré en partie d'orientations cédétistes, de même que l'appréciation favorable du « sommet social » du 21 décembre s'emboîtent dans une stratégie évidente : la place d'interlocutrice privilégiée du patronat et de Matignon. Pour négocier quoi ?... Jean-Claude Aparicio, secrétaire de l'Union régionale Provence-Alpes-Côte-d'Azur, indiqua début janvier avoir éprouvé de la « honte » en raison de l'attitude du bureau national.

Safrane et pub

D'aucuns comme René Defroment, responsable de l'Union régionale d'Auvergne, réclame « un congrès extraordinaire ». Jusqu'ici environ 250 syndicates (sur les 2 200 que compte la centrale née en 1964 d'une scission avec la CFTC) ont signé une lettre ouverte, insérée dans *Libération* du 4 janvier. Son auteur, qui pense

représenter « l'opinion majoritaire », espère atteindre mille ralliements d'ici le conseil national des 22, 23 et 24 janvier prochains. Rappelons qu'à l'issue du 43^e Congrès, du 21 au 24 mars 1995 à Montpellier, 52% des délégué(e)s rejetèrent le rapport d'activité, jugé « globalement négatif ». Suite à des manipulations et pour « éviter une nouvelle crise grave », Nicole Notat fut reconduite dans ses fonctions. Le SGEN-Paris, mis sous tutelle le 13 décembre, n'a pas subi de sanctions de ses pairs. Les pontes du boulevard de La Villette excluront-ils les tribulations qui ne se contentèrent pas de contester la ligne officielle ? Des agitateurs pourchassèrent la « tsarine » jusqu'à sa Safrane avec chauffeur. Dans sa circulaire du 28 décembre, l'ex-institutrice condamna « les meneurs » qui « visent à décrédibiliser la CFDT ». Dans le *Journal du dimanche* (choix éloquent quant à l'organe !) du 7 janvier, elle estima que si les opposants « se sentent si mal, ils s'en iront d'eux-mêmes ». A croire qu'une organisation qui ne compte que 617 000 adhérents n'est

pas trop tributaire des cotisations. Les lectrices et lecteurs de *CFDT Magazine* ont-ils été étonnés de tomber dans le numéro de janvier 1996 sur une publicité pour EDF, le *trust* pétrolier Total, soutien de la junte et souilleur des sols en Birmanie, ainsi que pour le ministère de l'Economie et des Finances ? Joint à l'envoi, un mini-catalogue du fleuriste Bakker de Lys-les-Lannoy. Il y a quelque temps, la CFDT distribuait un cahier proposant même des armes !... Celles et ceux qui croient encore pouvoir « modifier les structures de l'intérieur » semblent faire preuve d'une confondante naïveté. A moins qu'il ne s'agisse uniquement pour certains de devenir vizir à la place de la vizirette.

Les centaines de milliers de personnes qui défilèrent, firent grève, discutèrent en assemblée générale ou plus informellement, se mobiliseront-elles à nouveau lorsque le gouvernement, autorisé depuis le 30 décembre par le Conseil constitutionnel à légiférer par ordonnances, appliquera les dispositions contre

lesquelles elle entrèrent en mouvement après le 15 novembre ? Indubitablement, beaucoup de Français(se)s refusent de subir davantage la dégradation de leurs conditions d'existence et la morgue des dirigeants, à cet égard-là, Juppé, Barrot and Co paient également pour la scélératesse de leurs prédécesseurs, y compris socialistes.

Désolé de tempérer quelque peu l'emballlement des commentateurs qui jubilèrent devant la capacité de résistance retrouvée « pour imposer la sortie de crise » (3). Ne prenons tout de même pas la vessie de Bernard Thibault (4) pour la lanterne de Mikhaïl Alexandrovitch Bakounine...

RENÉ HAMM

(1) *Le Monde* du 15 décembre 1995.

(2) Club de réflexion réunissant quelques spécimens du gratin de la « bourgeoisie éclairée ». Anne Sinclair, Alain Minc, Antoine Riboud (BSN), Christian Blanc (Air France)... Marc Ladreit de Lacharrière, qui contrôle des revues très à droite comme le *Spectacle du Monde* et *Valeurs actuelles*, siège, à l'instar des trois précédents au conseil de surveillance du *Monde*, devenu une S.A. le 12 avril 1995. Proche de l'Opus Dei, le vice-président la Fondation Agir de Martine Aubry.

(3) *A contre courant politique et syndical* de décembre 1995-janvier 1996. Adresse : 1, rue Hugo, 52100 Bettancourt-la-Ferrée.

(4) Leader cégétiste à la SNCF.

N.B. : Dans l'article « CFDT : Dis au revoir à la dame !... » (ML n° 1021 du 14 décembre 1995), j'avais évoqué l'absorption des éditions Syros par La Découverte. Depuis, les banques auraient accordé une partie des crédits à la *holding*, d'où Les Editions de l'Atelier (une émanation de l'Action catholique ouvrière) et des Jeunesses ouvrières chrétiennes se sont retirées pour se réautonomiser. Il manquerait encore au tandem D.S. un quart des fonds qui assureraient son avenir immédiat.

RECTIFICATIFS

Deux fautes de frappe se sont glissées dans l'article de René Hamm sur l'Autriche (ML n° 1025 du 11 janvier 1996). Il fallait lire :

— Jörg Haider ambitionnait de devenir, au plus tard en 1998 (et non 1988) « chancelier d'une II^e République » ;

— ...cortège de nuisances (et non nuisances).



Aujourd'hui, c'est lui
Demain... toi ?

Il dort
dans la rue
et des logements
sont vides !

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT - 75011 PARIS

AFFICHE sur le LOGEMENT

5 F l'unité ; 50 F les 50 exemplaires (+10% de frais de port).
A commander à : PUBLICO, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

ARIÈGE

Pour une dent... la révolution !

IL EN VA DE L'ARIÈGE comme de la Creuse, de la Corrèze et de cent et mille et une autres régions de cette France profonde saignées à blanc par l'exode rural : le droit du sol se frite régulièrement avec le droit du sang.

L'Ariège, en effet, avec ses collines arides, ses plaines dévastées par la p'tite sister mais, ses vallées ravagées par les raves parties remembrement et ses montagnes matinées sauvagerie-bizarrières d'une époque, se dépeuple.

Des conditions de vie à l'évidence difficiles, la logique d'un système marchand ne permettant plus de vivre sans argent ni rentabilité, les lumières de la ville, la rumeur, l'imaginaire, l'air d'un temps citadin, médiatic-toc et supermarket... tout cela, et bien d'autres choses encore, font que l'hémorragie saigne à blanc cette terre qui a toujours été courage et asile.

C'est comme ça ! Et comme partout où c'est comme ça, les derniers ploucs restant n'ont plus d'autre ambition que de bosser pour le grand chef blanc du Crédit Agricole, assistanat européen et tourisme... ou de le singer.

Reste qu'en Ariège — pourquoi, comment ? —, un certain nombre (et même un nombre certain) de marginaux et autres néo-ruraux sont venus enrayer l'hémorragie. Ça a commencé il y a très longtemps. Ça s'est continué après l'assassinat de la Révolution espagnole. Ça s'est poursuivi dans l'après 68. Et ça va encore son bonhomme de chemin, aujourd'hui.

Avec leur drôle d'accent, leur vêtement étrangement étranger, leur manière d'être particulière, leur courage pour labourer des terres réputées inhospitalières, leur volonté de faire et leur fierté d'être, tout simplement... ils sont donc venus. Restés. Et c'est peu dire s'ils se sont installés et fondus dans le paysage. Oh, certes, ça n'a pas été toujours été simple. On les attendait au tournant. On leur a souvent savonné la planche. On ne leur a même jamais fait de cadeau... Mais, avec le temps... Avec ce que le temps implique de ténacité, de capacité et d'humanité, on a fini par les respecter.

Quand tu fais revivre ce qui était en train de mourir, quand tu mets encore plus les pieds dans la merde que le plouc du coin, quand tu vas aider ton voisin à ramasser les foins avant l'orage parce que c'est ton voisin et qu'entre voisins il est normal de s'entraider, quand tu ne donnes de leçon à personne, quand tu essayes de faire vivre ou revivre ce qui est en train de crever... on finit obligatoirement par te respecter. Même si tu es un peu ceci ou un peu cela.

Au bout du compte, même s'il y a toujours eu des heurts de-ci, de-là, l'Ariège s'est toujours faite à une cohabitation entre tenants du droit du sang (les imbéciles heureux nés en Ariège) et tenants du droit du sol (les imbéciles heureux qui ont atterri en Ariège, because ceci ou cela... ou qui ont choisi d'y vivre).

Douterais-tu de cela qu'une visite à Bastide-de-Sérou... ou un pas de deux au marché de Saint-Girons suffirait à t'en convaincre ! Reste que... !

Reste que le marginal restera toujours considéré bizarrement par le plouc et vice-versa. A Saint-Girons, justement, les « braves gens » ont beau reconnaître comme Ariégeois les margos qui ont fait leurs « preuves », ils n'en demeurent pas moins « sceptiques » par rapport à des tenues, des manières d'être et des comportements. Toute chose que les margos des margos trimballent à l'évidence d'abondance. Et c'est là dessus que la verole beauf-facho et autre vermine lepéniste en herbe font leurs choux gras. Au mois de décembre dernier, un « Comité de défense du centre-ville » s'est constitué à Saint-Girons. Quelques commerçants, quelques ploucs urbains, qui trouvent que les zippis ça fait un peu désordre dans le paysage commercial et touristique. L'affaire aurait pu en rester là, au niveau d'une énième crise de voisinage alimentée par un peu trop de bruit, quelques écarts de langage et un peu plus de désarroi et de misère que d'habitude. Sauf que pour en

rester là, il ne faut pas avoir envie d'aller ailleurs. Et justement ! Le comité en question s'est en effet fendu d'une pétition adressée à la mairie, qui est un véritable appel au meurtre et au lynchage de tout ce qui déroge à la norme. On y parle de parasites, de tambours, d'excréments, d'alcool, de drogue... et d'un « quartier général, rue du Pujol, qui draine tous les paumés européens ». On y apostrophe le maire d'une cité qu'on annonce décadente. Et on laisse entendre que s'il n'agit pas au plus vite, ça ne peut être que « l'un des leurs ».

La recette est connue. Un jaune d'œuf margo-paumé comme il en existe ici et là dans cette société (capitaliste) qui se chie dessus de misère ; une cuillerée de vinaigre événementiel (les paumés se hasarrent parfois à certains débordements) ; trois louches d'huile bleublanc-rouge sur fond de défense de la propriété, du calme, du commerce, de la famille, de la patrie ; trois gouttes de moutarde d'amalgame (dans la rue du Pujol existe un café, La Note Bleue, qui est le café de l'association « Le Mille-Pattes », qui essaye de donner une âme aux alternatives ariégeoises)... et la mayonnaise prend à tous les coups. Tellement que le 20 décembre 1995, des bovins avinés à front bas du café de l'Union ont tabassé à mort (à demi-mort, pour être tout à fait précis) un pauvre bougre de margo-SDF-paumé-zippi, qui traînait sa misère par là. Est-il besoin de le préciser : ce qui pourrait ressembler à un fait divers n'en est pas un. Dans une Ariège qui a la

tripe à gauche (et sans caviar), les fachos ont décidé de pousser à la « libanisation » du paysage. Et pour peu que la vengeance s'arme de quelques cochs et pratique quelques razzias bien ciblées, la guerre civile est assurément à l'horizon. Le piège à cons ne fait pas l'ombre d'un doute. Le patriotisme plouc ne demande qu'à en découder avec le patriotisme marginal.

Le néo-ruralisme ariégeois, avec ses foutitudes d'alternatives en actes, a tout à perdre dans un affrontement de cet ordre, qui est de type tribal. Reste donc à isoler le brochet fasciste de l'étang du tout-venant (et c'est largement possible, tant il est vrai que le cosmopolitisme ariégeois est un fait de toujours). A lui faire payer le prix du sang au temps fort d'une intelligence boycottaire et judiciaire. Et surtout à faire passer la marginalité du stade de l'hors norme à celui d'une alternative sociale. Là, et à ce moment seulement, il sera temps de pendre aux éoliennes et aux capteurs solaires les quelques bovins qui se risqueront encore à franchir la frontière de l'intolérable. Se faire trois cons, ce n'est pas un problème. Se faire les fils, les cousins et les apparentés d'une race aussi prolifique que celle des cons, c'est déjà moins évident. Et quant à se faire les trois cons en se mettant leur parenté dans la poche d'un esprit social, ça n'est pas la moitié d'un challenge. Est-il possible d'être marginal et intelligent ? Marginal, intelligent et révolutionnaire ? La réponse s'appartient, camarade !

JEAN-MARC RAYNAUD

« Mots et Musiques (89.4) et Radio Libertaire (89.4) présentent LUNDI 22 JANVIER - 20 h 30 CLAIRE et MARC ROBINE Théâtre Clavel, 3, rue Clavel (M° Pyrénées), 75019 PARIS. Entrée : 80 et 100 F. Réservations : 43.84.70.04.

ASSOCIATIONS

MONTPELLIER : SOIRÉE ATOUR DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Le collectif « Journées libertaires » organise une soirée autour de la Révolution espagnole, le jeudi 18 janvier, à 20 h, salle Rabelais, boulevard Sarraïl, à Montpellier.

Au programme : projection du film de Lisa Berger et Carol Mazer, *De Toda la vida* ; débat avec Abel Paz, auteur de *Durruti, un anarchiste espagnol*, Emile Témine, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Espagne et Jean-Claude Michéa, auteur de *Orwell anarchiste tory*. Egalement, expo d'affiches et tenue de tables de presse.

MONTPELLIER : CONCERT DE SOUTIEN AUX EMPRISONNÉS DES MANIFS ANTI-JUPPÉ

Pour financer les frais de défense et les frais de cantine de la vingtaine d'emprisonnés des manifs anti-Juppé, le comité de soutien organise un concert de rock, salle Victoire 2, le 19 janvier, à partir de 19 h, avec : Jonquilles Senteur Mao, Kamizol, Red Wings Mosquito Stings, Rachid et les Ratons et Gilbert et ses problèmes. Pour tout renseignement : 67.22.01.99. Fax : 67.58.55.32.

PARIS : « LA BONNE DESCENTE »

Vendredi 19 janvier, 20 h : Débat avec J.-P. Garnier, auteur de *La Bourse ou la Ville*, urbaniste, professeur à l'Ecole spéciale d'architecture, sur le thème : « De la tyrannie du marché à la violence urbaine ». La Bonne descente, 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris.

PARIS : LA CNT ET LE MOUVEMENT SOCIAL DE DÉCEMBRE 1995

L'Union des syndicats CNT de la région parisienne organise au 33, rue des Vignoles (métro Avron ou Buzenval), 75020 Paris, le vendredi 19 janvier, à 20 h, un meeting-débat. A l'ordre du jour : le bilan et perspectives du mouvement de décembre 1995 ; la place de la CNT dans ce mouvement.

PARIS : « JUSTICE ET SOCIALISMES DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE »

L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales (ex-Atelier Proudhon) organise, en janvier-février, le séminaire *Justice et socialismes dans la première moitié du XIX^e siècle*.

Les séances ont lieu le vendredi, de 18 h à 20 h, au Centre Raymond-Aron, 105 boulevard Raspail, 75006 Paris (3^e étage, salle 11).

Au programme, pour janvier :

- 19 janvier : P. Rolland : « Babeuf : l'égalité conduit-elle à la justice ? »
- 26 janvier : G. Navet : « Justice et propriété. La redécouverte socialiste de Linguet au XIX^e siècle ».

BEAUVAIS : PROJECTION D'UN AUTRE FUTUR

L'Intercro CNT-AIT de Beauvais organise la projection du film de Richard Prost, *Un Autre futur*, le samedi 20 janvier, à 14 h, à la Maison des Syndicats, rue J.-B. Baillières, à Beauvais. Cette projection sera suivie d'un

débat sur les « perspectives d'un autre futur ». CNT-AIT Intercro de Beauvais, Maison des Syndicats, 6, rue de la Chapelle, BP 118, 95316 Saint-Ouen-l'Aumône - Cergy-Pontoise cedex.

SARRE-UNION : DÉBAT SUR L'« EXCLUSION » AVEC SERGE LIVROZET

La librairie Bagaudes, le Centre socio-culturel et les *Dernières Nouvelles d'Alsace* organisent une conférence-débat sur l'« exclusion », avec Serge Livrozet, le samedi 20 janvier, à 16 h, au Centre socio-culturel de Sarre-Union. Avec présence de membres du collectif libertaire Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin.

PUTEAUX : RÉUNION ANTIFASCISTE

Le collectif antifasciste Ras l'Front de Suresnes/Puteaux organise une conférence-débat sur le thème : « Fascisme d'hier, fascisme d'aujourd'hui », avec Alain Bihl, sociologue, philosophe, le mercredi 24 janvier, à 20 h, au Palais des Congrès de Puteaux.

PALAISEAU : RÉUNION-DÉBAT CNT-AIT

Le jeudi 25 janvier, à 20 h 30, le Syndicat de l'Education CNT de l'Essonne (3, rue de l'Ecole, 91000 Evry) organise une réunion-débat sur le thème suivant : « Les luttes sociales actuelles », salle municipale des Champs-Frétaux, avenue du 8 Mai 1945 (en face de la Poste), à Palaiseau.

PARIS : « BURUNDI. VERS UN NOUVEAU RWANDA ? »

Amnesty International organise une réunion à la FIAP (30, rue Cabanis [métro Glacière], 75014 Paris) : « Burundi. Vers un nouveau Rwanda ? » le mardi 23 janvier, à 20 h 15.

Au programme : un film de 26 mn : *Les Champs de la mort*, présenté par le réalisateur, Bernard Debord ; une table ronde, animée par M. Herz, avec D. Gakunzi, écrivain burundais, C. Grange, coordinatrice Burundi-Rwanda, F.-X. Nsanzuwera, ancien procureur de la République à Kigali et C. Duval du CNRS.

PARIS : « SYNDICALISME DES FEMMES, DISCOURS ET PRATIQUES »

A l'initiative du Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme et de l'Unité de recherches appliquées *Histoire sociale : territoires et militants* du CNRS, se tiendra le samedi 27 janvier, de 9 h à 17 h, à La Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, un colloque intitulé : « Syndicalisme des femmes, discours et pratiques ».

En partant de la Belle Epoque, est interrogé le syndicalisme et son rapport avec les travailleuses. Interviennent notamment : Slava Liszek, Jean-Louis Robert, Christine Bard, Margaret Maruani, Claude Maignien, Madeleine Reberlioux, Michelle Perrot... Renseignements : CRHMSS : 44.78.33.84. ou URA 1738 du CNRS : 44.78.33.79.

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Une solution « humanitaire »

ASSASSINÉ PAR LA POLICE dès frontières, cet enfant, qu'on a dit d'abord être bosniaque puis serbe et qui n'est plus maintenant qu'un tzigane, cet enfant a ému l'opinion.

Il a semblé à certains qu'on allait quand même un peu loin dans la chasse aux clandestins. Tirer sur les enfants, au pays des droits de l'Homme, vraiment c'était choquant. Cela risquait de faire mauvais effet sur nos concitoyens et aussi sur l'opinion publique des pays étrangers. Aussi les politiques ont-ils demandé à l'administration d'accoucher d'une quelconque mesure dérogatoire en vue de calmer les esprits.

Après maintes cogitations, débats internes, recherches pointues sur la législation des étrangers et triturations

de toutes sortes des neurones de leur cerveau, les hauts fonctionnaires ont mis au point une mesure qui leur a paru tout à fait convenir à la situation, car elle répondrait aux exigences humanitaires tout en évitant de bousculer le règlement. Fiers d'avoir pondu une idée aussi géniale que seuls des technocrates expérimentés étaient capables de concevoir et sans se rendre compte de l'énormité de leur proposition, ils ont annoncé la bonne nouvelle aux Tziganes bouleversés par le meurtre de leur enfant.

Dans sa générosité extrême, l'Etat français leur offrait de prendre leurs autres enfants et de les mettre à la DDASS avant de les expulser, eux, les adultes, puisqu'on leur refusait le droit d'asile. C'était un moyen de faire



plaisir sans aller trop loin dans la dérogation puisque les mineurs, selon la législation, n'ont pas besoin de titres de séjour. Après s'être donnés tant de mal pour trouver une solution, les fonctionnaires n'ont pas compris pourquoi les Tziganes décidaient de boudier une aussi belle occasion. La DDASS, ce grand organisme social de la protection de l'enfance, leur faisait pourtant un cadeau superbe en leur proposant de placer dans des familles d'accueil les 18 chiards qui leur restaient et qui n'étaient même pas français.

Cette dérive de nos valeurs ne s'est pas faite en un seul jour. Combien a-t-il fallu de décisions administratives du même acabit pour que les fonctionnaires deviennent à ce point inconscients ou cyniques. Depuis combien de temps, le pouvoir démesuré qu'ils exercent sur les individus a-t-il perverti leur sens moral ? Ils sont entrés sans le savoir dans une espèce de délire qui leur a fait perdre tout contact avec le réel. Ils séparent les couples, ils éclatent les familles, ils empêchent les mariages, ils arrachent les enfants à leurs parents, sans se soucier des souffrances qu'ils provoquent. Ils sont les exécutants d'un système qui fonctionne administrativement, mais qui n'a plus rien d'humain.

Maintenant que rien ne les arrête, ils ont décidé de frapper encore plus fort. C'est une population de 40 000 Vietnamiens qui va être déportée.

Après avoir séjourné en Allemagne de l'Est depuis les années 50, voici qu'ils vont être expulsés vers leur pays d'origine. L'affaire s'est réglée entre Etats, moyennant quelques millions de marks. On se moque des attaches qu'ils ont ici, seule est prise en compte leur ethnie. On voit poindre l'ordre nouveau. La planète de chacun pour soi. Quand les êtres humains ne sont plus que des pions qu'on déplace sur l'échiquier du monde, que du bétail qu'on parque. Comme au bon vieux temps des nazis, on décide du destin des peuples sur le papier.

CLAUDE

RENDEZ-VOUS

GARD

Les militants du Gard de la FA vous proposent un rendez-vous régulier au cours d'une vente quinzomadaire du ML, lors du marché du vendredi, sur le boulevard Jean-Jaurès, à Nîmes, entre 10 h et 11 h 30. Rendez-vous : le 19 janvier et les 2 et 16 février.

PARIS

Permanence de l'Union régionale parisienne de la FA : le samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche), 75018 Paris.

NANTES

Le groupe Milly-Witkop de la FA organise, le samedi 20 janvier, à 14 h 30, une conférence publique au Local (16, rue Sanlecque, quartier Madeleine-Olivettes) sur le thème : « Antipsychiatrie, psychanalyse et anarchisme », avec Philippe Garnier, psychanalyste, et Philippe Coutant, membre du comité Malgré Tout.

RENNES

A l'initiative du groupe FA, le jeudi 25 janvier, à 20 h 30, une réunion-débat aura lieu à la Maison du Champ-de-Mars, sur le thème : « Mouvements sociaux... rien n'est fini, mais tout commence ».

PARUTIONS

PRESSE

Le numéro double 124 (décembre 1995) - 125 (janvier 1996) de *Contre Vents et marées* (journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes) vient de paraître. Il coûte 6 F. L'abonnement pour dix numéros est de 60 F. Chèque à l'ordre de « Contre-Courants », la Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

BANDEAU

« MONDE LIBERTAIRE »
Le groupe de la FA du Gard diffuse un bandeau « Lisez le Monde libertaire », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème. Tarifs (port compris) : 10 exemplaires : 10 F ; 100 exemplaires : 52 F ; 200 exemplaires : 88 F. Chèque à établir à l'ordre de Vidal. A commander à : AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

PRESSE

Le groupe Milly-Witkop édite un quatre pages intitulé *Nouvelle donne... vieille rengaine*. Les deux derniers numéros : « L'Antimilitarisme aujourd'hui » et « Le Procès de la solidarité » sont disponibles contre un timbre de 2,80 F. Pour contacter le groupe Milly-Witkop : FA c/o Le Local, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.

BROCHURES

L'Anarchisme, une brochure de 52 pages (ouvrage collectif sous la direction de R. Dauxois) a été éditée par l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA. Elle coûte 10 F. L'Union régionale vous propose également une brochure sur *Proudhon*, 19 pages, 10 F. En vente à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon ou à Publico (Paris).

CHARLEVILLE-MÉZIÈRE

5 000 F pour un bombage

Paul Lambinet, le militant antinucléaire qui avait bombé sur un mur : « Non aux essais nucléaires, non à la bombe ! Contre le colonialisme militaro-atomique. Autodétermination des peuples du Pacifique », a été condamné, le 13 décembre 1995, par le tribunal de grande instance, à 1 000 F d'amende et 4 000 F de dommages et intérêts pour le propriétaire du mur.

Rappelons, au passage, que Paul est chômeur et perçoit à ce titre une rente de l'Etat atteignant la somme « colossale » de... 2 000 F par mois !

On se souvient que c'est grâce à l'action diligente d'un fonctionnaire de police que la malheureuse victime de cet affreux bombage n'oublia pas de déposer plainte et de réclamer des dommages et intérêts.

Le groupe La Question Sociale envisage donc de récompenser cet agent de la force publique, si soucieux de l'intérêt des victimes et du mur,

désormais maculé et sans doute impropre à remplir son rôle de défense de la propriété. Nous allons donc lui offrir une boîte de chocolats, pour la nouvelle année, et lançons donc une souscription pour l'achat de ce cadeau (chèque à l'ordre de La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse, mention : « Une boîte de chocolats » au dos).

A noter que le procès de Paul a été l'occasion d'expérimenter un nouveau type de solidarité. Grâce à l'appui du groupe FA Humeurs Noires de Lille, nous avions passé un message sur le réseau Internet, en donnant le numéro de fax du quotidien local *L'Ardennais* et l'adresse du tribunal. *L'Ardennais* s'est fait l'écho d'une lettre, reçue à sa rédaction, envoyée par le docteur Coeli J. Geefhuysen de Brisbane (Australie), pour manifester son appui à Paul. Un nouveau moyen d'action à développer ?

LIAISON FA des ARDENNES

FEST-DEIZ / BAL FOLK

Dimanche 28 janvier - de 15 h à 20 h
en soutien à Radio Libertaire
à Ti Ar Vretoned / Mission bretonne
22, rue Delambre, 75014 Paris

DULCELINE, le duo AVAL'ANCHES, Miquèu MONTANARO, Marc PERRONE et Marie-Odile CHANTRAN.

Bretagne : Loïc TAILLEBREST et Eric GERBEAU, Roland BROU et Pierre GUILLARD, Eric RICHARD, Jean-Louis AMISSE, Michel Le CAM, Michel CLECH et son compère.

Entrée : 40 F (carte d'auditeur RL, Radio Pays ou TAV) et 60 F.
Réservations : 43.35.26.41 (M. bretonne) ou 48.05.34.08 (Publico).



Le groupe FA de Brest a réalisé l'affiche ci-dessus, en noir et blanc (format 100x70).
5 F l'unité
95 F les 50 exemplaires (+ 10% de frais de port).
A commander à PUBLICO.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE ESPAGNOL

Mujeres Libres

Du 6 au 10 décembre 1995, la CNT a tenu son VIII^e congrès à Grenade. La FA, présente, a interviewé divers camarades du mouvement libertaire espagnol (CNT, Athénée libertaire de Puebla del Rio, Fondation Anselmo-Lorenzo). Cette semaine, nous poursuivons nos entretiens, avec Lola Luque et Concha Sarrano de l'organisation Mujeres Libres (Femmes libres) de Madrid.

ML : Pouvez-vous nous présenter Mujeres Libres, vos buts et votre spécificité ?

Nous sommes une organisation de femmes qui possèdent une idéologie anarchiste, des féministes libertaires ou anarcho-syndicalistes. Nous luttons contre toute forme de pouvoir. Nous pensons que celui-ci domine toutes les personnes en général, et les femmes en particulier. Parfois, il est nécessaire de déclarer la « guerre des sexes », c'est-à-dire la guerre contre le sexe qui opprime les femmes. Mais entendons-nous bien : nous ne voulons pas nous mesurer aux hommes par principe, car notre idéal en tant qu'anarchistes est l'égalité réelle entre hommes et femmes. De plus, il peut se trouver des femmes qui ont un comportement sexiste envers d'autres femmes. Nous sommes une organisation spécifique : au sein des différentes formes de lutte anarchiste, ce type d'organisation nous semblait nécessaire. Pour autant, nous ne rejetons pas les autres organisations

(CNT, FIJL, Fédération anarchiste ibérique) et travaillons avec elles car toutes sont nécessaires pour la diffusion de nos idées. Les femmes étant souvent des travailleuses, celles-ci sont adhérentes à la CNT.

ML : Mais quelles sont vos relations avec les autres organisations libertaires ? Comment celles-ci traitent-elles le problème des femmes ?

Concha Sarrano : Attention aux termes employés : nous refusons le terme de « problème » pour ce qui concerne les femmes, car la femme n'est pas un problème mais une solution ! Il s'agit d'une de nos luttes par rapport aux linguistes. Le vocabulaire reflète l'attitude de la société envers les femmes, c'est-à-dire le sexisme et le culte du masculin. On ne dit jamais « le problème de l'homme ».

Lola Luque : Pour ce qui est des autres organisations libertaires, généralement la relation est bonne, la collaboration totale. Nous sommes présentes lors des manifestations, des journées libertaires et des différentes activités de ces organisations. On peut peut-être regretter que leur participation à nos propres activités soient relativement réduites (bien qu'il y ait de plus en plus d'hommes à y venir).

Bien que le thème des femmes et du sexisme soit abordé dans les autres organisations, il n'est pas traité en tant que tel. Le fait que nous revendiquions le droit à l'avortement pour les femmes a déchargé d'un poids social les hommes des autres organisations, surtout les plus jeunes. Ils ne veulent pas du sexisme ni du

machisme imposés par la société mais ils ont de la difficulté à lutter contre eux. Le capitalisme définit l'homme comme celui qui doit subvenir aux besoins de la femme et des enfants. D'où son refus de l'égalité de traitement dans le travail. Les hommes ont pu assumer le fait que la femme travaille mais n'ont pas pu assumer les tâches quotidiennes dans la maison, et il ne semble pas que ce soit pour demain. La conquête la plus difficile à obtenir dans les couples hétérosexuels quels qu'ils soient ne sera pas que la femme sorte de la maison pour aller travailler mais que l'homme, lui, y entre. Il s'agit de quelque chose de différent que de simplement aider aux tâches ménagères, car c'est un travail quotidien, répétitif, et moins valorisant qu'une carrière professionnelle. Nous refusons cette aide et voulons que l'homme assume la femme en tant qu'individu.

ML : Comment ressentez-vous les relations entre hommes et femmes dans les organisations libertaires ?

On a eu des situations assez étonnantes : certains compagnons ont appuyé nos initiatives, nous ont encouragées, et d'autres tout le contraire. Il en va de même avec certaines compagnes. La CNT a été la dernière organisation à nous reconnaître. Reconnaître le besoin d'une organisation spécifique de femmes aux côtés de la FAI, de la FIJL et de la CNT, c'est une manière de reconnaître le besoin de travailler sur ce point.

ML : Quelles sont vos interventions et sur quels thèmes travaillez-vous ?

Nous avons mené des actions avec le mouvement féministe sur des thèmes ponctuels : le 8 mars, journée de la femme ; la lutte contre la guerre ; soutien aux femmes violées, lors de procès ; lutte pour l'IVG ; journées gays et lesbiennes (avec soutien dans leurs revendications de reconnaissance par rapport à la liberté des sentiments et de la sexualité) ; débats lors des journées libertaires...

Par rapport à la guerre, les femmes ont toujours été violées lors des conflits. Nous menons des campagnes qui dénoncent cet état de fait mais sans placer les femmes en tant que victimes à plaindre et à protéger mais plutôt sur le principe qu'il s'agit de l'agression d'une individu. Par exemple, en Yougoslavie, au vingtième siècle, en Europe, les femmes ont été les premières cibles du nettoyage ethnique. Sous prétexte de maintenir une ethnie, il y a eu viols, c'est-à-dire qu'on a joué avec ce que la femme a de plus précieux, l'intimité de son corps. On a minimisé ce côté machiste : à la télévision, le nettoyage ethnique a surtout été présenté par des images d'hommes derrière les barbelés. Mais nous ne voulons pas insister lourdement sur les détails des agressions faites aux femmes à travers le monde, car à long terme, par habitude, ce serait minimiser ce qu'elles subissent et marginaliser encore plus celles qui sont déjà traitées comme une minorité.

ML : Sur le plan législatif, qu'en est-il de l'IVG et de la contraception en Espagne ? Quelle est la situation des femmes dans ce domaine ?

Pour l'avortement, il n'y a rien. Il n'y a aucune législation, sauf pour les exceptions : viol, danger pour la mère, danger pour le fœtus. Le Parti socialiste n'a jamais voulu légaliser l'IVG, sauf aujourd'hui car les élections approchent. Les avortements clandestins sont très nombreux. En 1936, avec Federica Montseny, les IVG ont été autori-

sées, mais elles ont été mises hors la loi par la dictature, ce qui n'a pas empêché de les pratiquer clandestinement. En 1970, 80% des IVG en Angleterre étaient pratiquées sur des Espagnoles.

La contraception et la prévention s'adressent essentiellement aux femmes. Notre position est de dire que lorsqu'il y a des relations sexuelles épisodiques ou suivies, la contraception doit être partagée totalement entre l'homme et la femme. Pourquoi faudrait-il toujours que ce soit à la femme de se faire ligaturer alors que l'homme, lui, n'en ferait rien ? D'une certaine manière, la contraception a représenté une libération pour la femme mais aussi une sexualité sans obligation pour les hommes. Il est temps qu'ils commencent à partager le plaisir.

ML : Avez-vous eu un écho de la manifestation de Paris, le 25 novembre dernier ?

Nous avons été très étonnées de le fait que ce qui semblait acquis de manière définitive soit encore remis en cause de façon si importante. Chez nous, les associations Pro-Vida sont peu actives, car c'est surtout l'Eglise et le pouvoir (le PS étant, de fait, de droite et catholique) qui sont puissants.

ML : Comment voyez-vous l'avenir des Mujeres Libres ?

Avec optimisme. Toujours en lutte, peut-être avec des échecs, mais nous serons plus libres. On dénonce plus de choses qu'avant, et les résultats commencent à être parlants : le féminisme en tant que philosophie et manière de penser va peu à peu s'intégrant dans la société. Espérons qu'un jour nous disparaîtrons, que nous n'aurons plus lieu d'être, car les femmes et les hommes seront réellement égaux.

Propos recueillis par ALAIN (gr. Kronstadt - Lyon)
Texte transmis par PHILIPPE (FA de Bourges)

(Suite et fin au prochain numéro, avec les Jeunesses Libertaires)

Le VIII^e Congrès de la Fédération anarchiste bulgare

Le VIII^e Congrès de la Fédération anarchiste bulgare s'est tenu à Sofia, la capitale du pays. Pendant deux jours, les 23 et 24 septembre 1995, dans la grande salle moderne de l'Union agrarienne Alexandre-Stambolijski. La salle était comble. La plupart des présents étaient des représentants d'organisations locales, des villes et des villages. Il y avait aussi des invités, des sympathisants des anarchistes. Certains parmi les invités étaient des écrivains, des journalistes, des membres de l'Union agrarienne et de la social-démocratie. Tous ont passé de longues années avec les anarchistes dans les camps de concentration, sous le joug du Parti communiste bulgare. Ils sont tous venus saluer le congrès et les anarchistes envers lesquels ils ont du respect, en raison de leur comportement courageux dans le goulag bulgare.

Le plus émouvant fut le vieil écrivain Josif Pétrou, qui a salué les anarchistes pour leur courage dans

la lutte pour la justice et la liberté. Il leur a consacré un poème. Celui-ci fut récité par un artiste ; la salle était enchantée.

L'après-midi, dans la salle, ne restaient que les délégués. Le travail constructif a commencé. Christo Boïtchev, membre de l'organisation de la ville de Plovdiv, a lu son rapport sur la situation dans le monde et dans le pays. Il a fait une analyse profonde, bien argumentée, étayée de statistiques sur tous les événements dans le monde, concluant que celui-ci traverse une crise profonde à l'Ouest, à l'Est, au Nord et au Sud.

La situation sociale, économique, matérielle et morale dans le pays est non seulement dégradante mais insupportable ! Le chômage est en progression épouvantable. Les retraités sont plongés dans la misère. La dernière augmentation de leur retraite est une farce et une insulte à l'honneur de l'homme. Les salaires des travailleurs sont bas, très loin de l'inflation. Celle-ci monte

toujours, sans aucun contrôle et sans aucune raison. En un an, les prix du pain, du fromage, de la viande et de l'huile ont doublé, quand ils n'ont pas triplé. Les prix du combustible, de l'électricité, du chauffage et des transports ont triplé. La criminalité est à ce point menaçante que le citoyen est plongé dans la peur.

Les propositions de la FAB pour sortir de la crise

- Dissolution de l'armée.
- Déclarer le pays réellement neutre, loin de toute alliance militaire.
- Créer dans le pays une organisation pour la paix, afin de travailler avec les peuples des pays voisins contre la guerre.
- Former des groupes par quartier et commune sous surveillance de citoyens ; la police, dont la majeure partie est liée à la mafia criminelle, étant incapable d'enrayer la criminalité. Ces groupes devront combattre

la nouvelle mafia issue du Parti communiste.

• Dans le même temps, pour lutter contre les nouveaux milliardaires travaillant avec l'argent du peuple volé par le Parti communiste : organiser des livres coopératives dans l'agriculture, l'industrie et la distribution.

• Organiser une libre commune loin de l'ombre de l'Etat, au sein de laquelle les citoyens expriment leurs vœux et veillent à l'exécution des projets décidés en assemblées générales.

Stoïan Tzolov, participant aux côtés des anarchistes espagnols à la révolution de 36, qui a passé plusieurs années dans les camps de concentration fascistes en Bulgarie, qui a été jugé en juin 1949 par le Parti communiste et condamné à mort (condamnation commuée en perpétuité) fait son rapport sur le mouvement anarchiste dans le monde.

Christo Kolev, membre du secrétariat de la FAB, membre de l'organisation de la ville de Karlovo, fait son exposé sur la situation anarchiste dans le pays.

La commission pour le contrôle des finances de la fédération fait son rapport très détaillé avec des

documents sur les recettes et les dépenses. Les finances sans être mirobolantes ne sont pas désespérantes.

La commission chargée de collecter l'argent destiné à acheter une maison pour la FAB a annoncé qu'elle disposait d'environ 1 million de leva. Le congrès a désigné cinq personnes pour s'occuper de l'achat de la maison.

Le congrès a choisi un conseil pour la rédaction du journal de la FAB, *la Pensée libre*. Le conseil a élu en son sein un rédacteur principal.

Le congrès a choisi un conseil fédératif pour s'occuper de la liaison entre l'organisation interne et celle dans le monde.

Beaucoup de problèmes attendent les anarchistes bulgares. La situation du pays est désastreuse. Les jeunes fuient leurs responsabilités et sont indifférents au débat d'idées. Cependant, les copains en sont conscients. Ils tiennent à l'organisation et à la solidarité qui règnent en son sein. Les deux exigent de la réussite.

Nous réussissons. En avant !

Texte transmis par TRENDAPIL MAROULEVSKI

Ciné sélection

« Le Conte des Trois Diamants »

de Michel Kleifi

Après *Noces en Galilée* et *Le Cantique de Pierres*, le réalisateur Michel Kleifi a tourné son nouveau film *Le Conte des Trois Diamants* entièrement à Gaza, à partir de décembre 1993. Il y met en scène les enfants des camps de Gaza, dans une parabole moderne où légendes traditionnelles et culture de l'enfermement s'entrecroisent. Les rêves de Youssef et d'Aïda transcendent un quotidien vécu au rythme des interventions des unités spéciales israéliennes, des manifestations dans les camps de réfugiés, des affrontements.

ML : La plupart des acteurs de votre film ne sont pas des acteurs professionnels. Comment les avez-vous choisis ?

Michel Kleifi : En effet, seuls trois acteurs avaient déjà joué dans le cinéma : Makram Khouri (Abu Iman), Bushra Qaraman (la mère de Youssef) et Mohammad Bakri (le père de Aïda). Les autres ont été choisis dans les camps de réfugiés à Gaza, sauf la jeune fille, Hana'Ne meh (Aïda), qui vient d'une petite ville à côté de Nazareth. Nous avons fait un travail de casting pour trouver les deux enfants. Nous sommes allés dans les écoles, les quartiers. Le téléphone, naturel, comme on dit, a fonctionné. Mais le seul qui soit sorti du lot grâce à ce système de recherche classique, c'est Ghassan Abu Libda (Salah). Le rôle principal, Youssef, a été trouvé par hasard : un de mes collaborateurs a crevé un pneu, et l'a fait réparer dans un garage au sud de Gaza. Quand il est rentré, il m'a dit : « J'ai trouvé le gosse. C'est un enfant qui travaille dans le garage. »

ML : Comment s'est passé le travail avec les enfants ?

M.K. : Je travaillais avec eux sur le récit, le « raconté » plutôt, car seule la fille, qui vient d'une région plus riche et moins violente, pouvait lire facilement. Mohammad Nahal (Youssef) était analphabète. Nous avons dû mettre quelqu'un avec lui pour lui apprendre le rôle oralement. Ils apprenaient leur rôle par cœur. Si je voyais quelque chose qui ne leur convenait pas, je leur demandais : « Comment dis-tu ça, toi ? » Et s'ils arrivaient à le dire facilement, on s'arrêtait sur leur dialogue à eux.

ML : Les contes des Djinn que vous évoquez appartiennent-ils

encore à l'héritage culturel de ces enfants ?

M.K. : Mohammad Nahal (Youssef) vient de me faxer un projet de documentaire que je veux l'aider à réaliser, sur le phénomène des Djinn à Gaza. Les gens y croient. Alors que pour moi, lorsque j'ai écrit le scénario, cela faisait partie des contes d'enfance. Dans mon enfance, il n'y avait pas de frontière entre les Djinn et la réalité : par exemple, si un vieux couple désagréable vivait à l'écart, pour nous les enfants, c'était des Djinn et il fallait éviter la maison. L'espace de l'imaginaire et l'espace de la réalité n'étaient pas séparés nettement ou très éloignés l'un de l'autre.

ML : Quel a été l'impact du tournage du film sur les enfants ?

M.K. : Les enfants ont connu une expérience extraordinaire. Ils étaient entourés par nous, aussi bien pendant qu'après les journées de tournage. C'était valorisant pour eux. Mohammad Nahal (Youssef), qui était analphabète, s'est mis à étudier et à revenir à l'écriture parce qu'il a découvert qu'il pouvait jouer, qu'il pouvait être quel qu'un d'autre que ce à quoi le destin direct de sa communauté l'avait poussé. Je trouve déjà cela magnifique. Pour moi c'est une grande satisfaction. Alors quelques membres de l'équipe et moi-même, sommes en train de faire une petite caisse pour pouvoir leur donner la possibilité de poursuivre leurs études jusqu'à l'université au moins. Après, on verra. Ça c'est pour les enfants de Gaza. La fille n'a pas de problèmes. Cela, ce sont les retombées directes. Je les ai emmenés ici. C'était la première fois de leur vie qu'ils sortaient de Gaza. Ils sont restés une semaine à Paris chez des amis, puis en Belgique. Cela c'est superbe. C'est cela la vie. La vie c'est des échanges, c'est de ne pas avoir

peur de dire aux pauvres : vous n'êtes pas « pauvres de naissance », vous pouvez changer votre situation. Il est vrai que nous avons eu peur à un moment que cela agisse mal sur ces enfants, car le cinéma pourrait comme vous savez. Ils ont suivi deux festivals avec tout ce que cela implique. J'ai toujours essayé d'avoir un vrai dialogue avec eux, de leur expliquer que cela ne dure qu'une semaine, que les gens ne vivent pas toute leur vie comme cela. Je crois que Pasolini répondait qu'il est normalement acceptable de travailler avec des non acteurs, car on donne aux gens une occasion de sortir de leur condition et de voir que la vie n'est pas simplement ce qu'ils vivent.

ML : Avez-vous intégré dans le film des manifestations ou des séquences de répression réelles, ou avez-vous tout reconstitué ?

M.K. : Nous avons tout reconstitué, avec les habitants de Gaza. Lorsque je tournais un plan, j'avais 1 000 personnes autour de moi. Les gens n'ont pas de travail. C'était donc extraordinaire pour eux de voir un spectacle qui arrive jusqu'à eux. Imaginez seulement l'énergie qu'il fallait employer pour obtenir le silence. Mais ils nous ont beaucoup aidés. Ils ont participé aux manifestations. Au deuxième jour de tournage du film, a eu lieu le massacre de la mosquée d'Hébron avec tout ce qui s'est ensuivi. Les scènes étaient jouées avec la peur que l'armée israélienne arrive. Lorsque nous avons tourné la manifestation, de l'autre côté des camps, il y avait une vraie manifestation, donc de vrais affrontements. Mais les gens préféraient chez nous : là, on fait la même chose, mais personne ne meurt, disait-on.

ML : Pourquoi n'avez-vous jamais montré le point de vue israélien, sauf peut-être une brève réflexion humaine d'un soldat ?

M.K. : A Gaza, il n'y a pas de point de vue israélien. Il y a un point de vue de l'armée israélienne. Entendez par là à l'époque à laquelle nous avons tourné et situé le film. Par exemple, dans le documentaire que je viens de terminer sur le mariage mixte, un des Palestiniens explique qu'avant 1948 il y avait des échanges entre les deux communautés. Ils venaient chez nous, on allait chez eux, on les accueillait dans nos maisons. Mais depuis l'Intifada, on voit que l'armée nous enferme, c'est évident. Si je décide de suivre l'expérience d'un Palestinien à Tel Aviv, je filmerai d'une façon totalement différente, mais il n'y a pas d'Israélien civil qui vienne à Gaza depuis l'Intifada. Vous ne voyez que les soldats. C'est une réalité. D'autre part, moi-même, à Nazareth, où j'ai passé mes quinze premières années, je ne voyais pas d'Israéliens, sauf une fois : ma tante travaillait comme femme de ménage dans une famille israélienne et elle m'a emmené pour que je voie le jardin. Donc les ponts

entre les deux sociétés ne sont pas aussi solides et multiples qu'on le croit. Mais on peut faire un film là-dessus. C'est ce que j'ai fait dans *Noces en Galilée*. En ce qui concerne la brève intervention du soldat, c'est une position humaine de ma part. Je ne crois pas que tous les soldats du monde soient des salauds. Je crois que l'être humain est composé de bien, de mal, qu'il est nuancé. Nous ne luttons pas contre l'être humain, contre le citoyen israélien ou palestinien. Nous luttons contre un système de pensée qui est un système violent, qui anéantit le droit de l'être à sa dignité.

ML : Comment comprendre la fin ? Youssef est abattu par un soldat israélien mais se relève peu après. Meurt-il et est-ce un dernier rêve, ou est-il sauvé ?

M.K. : Je voulais que comme dans un conte, Youssef, le héros, ne meurt pas. Même quand il meurt, il est sauvé par la magie du conte : cela me servait à chanter ceux qui sont morts et ceux qui sont toujours en vie. Il ne fallait pas s'arrêter aux morts. C'est la

métaphore philosophique du film : il faut chanter la vie au détriment de n'importe quoi.

ML : Est-ce cela que symbolisent les rêves des enfants ?

M.K. : Plus que cela. C'est le droit à avoir un rêve, c'est le droit à l'amour. Quand Youssef demande à sa mère : « Est-ce interdit d'aimer ? » Elle lui répond : « Non, ce n'est pas interdit, tout être humain a le droit d'aimer. » C'est contre la logique d'exclusion et d'imbécillisation des gens. C'est le droit à la nature aussi. Plus personne ne doit penser dorénavant à interdire à un enfant d'aller à la plage, de cueillir des fleurs. Ce sont des choses simples, mais ce sont des choses fondamentales, car en temps de guerre, tout cela est interdit aux enfants.

Propos recueillis par MICHELE ROLLIN

N.B. : *Le Conte des Trois Diamants* passe actuellement au cinéma *Images d'ailleurs* (Paris), et ceci pour encore peu de temps.

MAMA BÉA

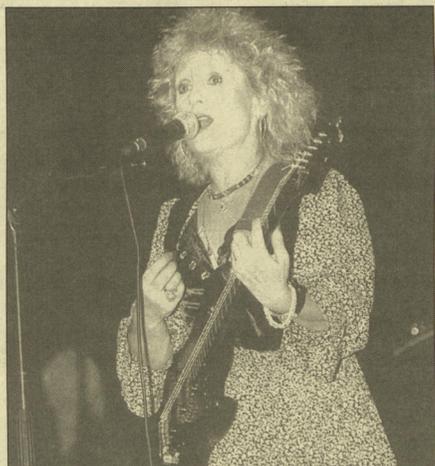
Loin du show-biz et des sentiers battus, l'aventure commencée dans les années 70 contre vents et marées continue pour la rebelle Mama Béa. Celle-ci nous revient avec un nouvel album (Musidisc) de 12 titres de Léo Ferré, intitulé *Du côté de chez Léo* (136 F), qui se veut être un vibrant hommage à notre compagnon disparu.

A cela s'ajoute son nouveau spectacle, des plus décapants, composé pour moitié de chansons de Léo Ferré (pour tout contact par fax : 90.25.58.86). Un tour de chant, un univers moitié rock moitié nana où s'entremêle révolte, amour et anarchie... le tout avec sincérité et simplicité. Un spectacle vivant où les mots, la poésie, la tendresse et l'émotion distillées par Mama vous vont droit au cœur et ne peuvent vous laisser indifférents.

En ces temps de morosité, de médiocrité et de conformisme, la tornade Mama Béa Tekielski est une bouffée d'oxygène. A consommer sans modération.

B.N.

N.B. : *Viollement, la tendresse*, 136 F ; *No Woman'land*, 136 F, *Ma compilation*, 199 F. En vente à la librairie Publico.



Mama Béa chante à la « Nuit de l'Anarchie », organisée par le théâtre Tournais, de Marseille, le 21 octobre 1995. Photo : Patrick Linguetla.

« Le Panorama du cinéma iranien d'hier et d'aujourd'hui » se déroule actuellement à l'Espace Saint-Michel, jusqu'au 23 janvier. On peut y voir notamment 2 films antérieurs à la révolution khomeiniste, des courts métrages inédits d'Abbas Kiarostami et *Le Foulard bleu*, premier film réalisé par une femme iranienne à être distribué en France. Débats à l'Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, 75005 Paris, les 19 et 22 janvier, à 20 h.

MARSEILLE

La victoire des traminots

Après 33 jours de grève, dans l'immédiat, les traminots de Marseille ont gagné.

LE 18 DÉCEMBRE 1995, dans une « lettre ouverte » aux usagers de la Régie des transports de Marseille, il était expliqué que depuis plusieurs mois les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CSL, SUP et UGICT-CGT demandaient la disparition d'un deuxième statut pénalisant les nouveaux embauchés. Ces derniers, depuis septembre 1993, subissent alors une injustice, qui entraîne un écart de 15% sur les salaires (inférieurs de 600 à 1 000 F par mois), pour une durée de travail plus longue et une couverture sociale inférieure.

« Cette injustice ne peut plus être tolérée par les traminots ! La RTM estime à 15 millions de francs le coût de cette revendication de justice, alors qu'elle estime la perte pour la régie à 20 millions de francs au 16 décembre... » (Rappelons que le conflit a démarré le 7 décembre.)

« Vous êtes aujourd'hui les otages des technocrates et des politiques... Deux points noirs subsistent, poursuit le tract distribué à la population, fortes hausses de tarifs pour les usagers et retard considérable sur les rémunérations... »

« Vous et nous avons des points de convergence sur l'exigence en matière de transport public. Le service offert, le coût, la sécurité sont autant de thèmes de débats qu'il faudra bien mener à Marseille. Aidez-nous ! Aidez-nous ! »

D'ailleurs, tous ceux qui ont tenté ou tentent encore d'opposer les salariés du secteur privé au secteur public ont échoué lamentablement.

Le mouvement social d'aujourd'hui est solidaire avant tout, c'est celui des aspirations à vivre mieux. Le chômage, les incertitudes sur l'avenir, les chantages à l'emploi sont rejetés par tout le monde du travail, privé comme public.

Le progrès social doit revenir à l'ordre du jour pour tous (en plus gros et gras dans le tract).

Les Personnels en grève »

Le texte va bien au-delà de la seule revendication pour un statut unique, tant sur la forme que sur le fond.

Notons que plusieurs fois, les traminots — avec ou sans sigles syndicaux — ont informé la population et fait appel à sa solidarité (« Aidez-nous ! Aidez-nous ! »), introduisant la notion de débat pour discuter du fonctionnement des transports publics. Les idées telles que « prenons nos affaires en main », « solidarité », « égalité économique » (un peu, n'exagérons rien !) furent très présentes sur le terrain.

Après 21 jours de conflit, les usagers sont toujours pris en otages par la direction de la RTM et la mairie de Marseille. Gaudin, maire et ministre de la Ville au sein du gouvernement Juppé, reconnaît les injustices que sont l'existence d'un double statut et l'infériorité des salaires des traminots marseillais (45^e rang par rapport aux rémunérations dans les transports urbains en France pour les anciens et dernier rang pour les recrutés depuis septembre 1993 sous le deuxième statut). Ce qui ne l'empêche pas de refuser de négocier et de laisser la direction assigner 19 grévistes pour « entrave à la liberté du travail » (à moins qu'il ne l'ai suscité), avant d'envoyer les forces du désordre déloger les grévistes qui

occupaient les différents dépôts, matraques et blessures à l'appui. Résultat : début janvier, la détermination et la grève se renforcent.

Plus que l'odeur du sang ou que l'intervention du président social-démocrate du Conseil général, au 28^e jour de la grève (1), proposant « d'aider financièrement la ville pour que soit immédiatement annulé le double statut social » (1), nous pensons que ce qui fut déterminant ce fut le rapport de forces créé d'abord par les traminots, renforcé par l'interprofessionnel (dockers, salariés du port, cheminots, comités de chômeurs, retraités, agents des impôts, de l'ANPE...) (2).

Et il faut saluer la détermination des traminots, même si parfois on a ressenti un manque de perspectives à moyen et long termes.

Bien sûr, on a peur que la direction et la Mairie de Marseille (capitalisme oblige !) leur repiquent d'une autre façon ce qu'elles ont été obligées d'accorder. Mais ne faisons tout de même pas preuve de déraison, ne minimisons pas ce que les traminots ont obtenu (on a parfois entendu certaines compagnes et compagnons...)... et perdu en salaire (rien de précis pour l'instant sur le paiement et l'étalement des jours de grève).

Les traminots ont obtenu :
— l'abrogation du 2^e statut ;
— les nouvelles embauches se feront sur la base du statut unique... à partir du 1^{er} janvier 1997 (méfiance !);
— augmentation de salaires ;
— primes pour les plus bas revenus ;
— levée des sanctions disciplinaires (à confirmer).

Quelques paroles de grévistes avant la reprise, sur lesquelles nous pouvons peut-être nous interroger :

« C'est une victoire inestimable, car elle porte un coup sérieux au projet de déréglementation des services publics. Elle a une portée nationale, car elle peut être un appui pour les autres salariés... »

« Nous avons retrouvé une dignité après dix ans d'une politique faite pour nous briser. Rien ne sera plus jamais comme avant. Nous reprenons le travail la tête haute, et plus personne ne nous la fera baisser. »

Un pas de plus vers la sociale ? On aurait même cru voir un drapeau noir et rouge, lors de la manifestation de reprise du travail, mais on a dû rêver.

YVES
(groupe FA de Marseille)

(1) Le président du Conseil général fut l'adversaire de Gaudin aux dernières municipales.

(2) L'auteur de ces lignes a été aux différentes manifs et a pu constater cette solidarité horizontale, encore insuffisante, et qui doit se développer, vu le nombre présent.

ASSOCIATIONS

LYON : CONFÉRENCE-DÉBAT A LA GRYFFE

La librairie libertaire La Gryffe vous invite à participer à la conférence-débat du samedi 20 janvier, 15 h : « Amerikkka, voyage en Amérique fasciste », avec Roger Martin, auteur de *Amerikkka...*, éditions Calmann-Lévy.

La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe (M^e Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

ARTIGUES (ARIÈGE) : JEHAN CHANTE BERNARD DIMEY

Le centre « Les Marmottes » (09460 Artigues) vous invite à venir écouter Jehan qui chantera et dira Bernard Dimey, le samedi 20 janvier, à 21 h 30.

PARIS : JEAN-MICHEL PITON AU « CONNÉTABLE »

Jean-Michel Piton chantera au « Connétable » les 26 et 27 janvier, à 20 h 30.

« Le Connétable », 55, rue des Archives, 75003 Paris. Tél. : 42.77.41.40.

PARIS : « UN MILLION DE DOLLARS POUR SAUVER MUMIA ABU-JAMAL »

Concert organisé par le collectif « Sauvons Mumia », dont les bénéfices serviront aux frais de révision de son procès.

Avec Bratsch, Trio Texier, Rafik et Les Dupuiz, R'mada Yagan, Marc Ogeret et Linton Kwesi Johnson. Le samedi 20 janvier, à 19 h, salle de La Roquette, 15, rue Merlin (M^e Voltaire ou Père-Lachaise), 75011 Paris. Entrée : 100 F (tarif réduit : 60 F).

Le Centre libertaire organise les 13 et 14 avril à Bruxelles LES RENCONTRES ANARCHISTES (édition 1996) BELGIQUE-NORD de la FRANCE Pour y participer, écrivez au CENTRE LIBERTAIRE 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles BELGIQUE

PAS DE LIBERTÉ PAS D'ÉGALITÉ DES DROITS SANS ÉGALITÉ SOCIALE

Pour supprimer la misère, l'exploitation, c'est la société qu'il faut changer !



FEDERATION ANARCHISTE 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

AFFICHE sur l'EGALITÉ SOCIALE

5 F l'unité ; 50 F les 50 exemplaires (+10% de frais de port).

A commander à : PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

SOMMAIRE

Page 1 : François Mitterrand, la fin d'une imposture (suite p. 2).
Page 2 : François Mitterrand, la fin d'une imposture (suite de la « une »), La peine de mort, A la petite semaine : *Incommensurable*.
Page 3 : Des chrysanthèmes pour Miss Bégonia !
Page 4 : Pour une dent... la révolution !, Associations.
Page 5 : Une solution « humani-

taire », Parutions, 5 000 F pour un bombage, Rendez-vous.
Page 6 : Mujeres Libres, Le VIII^e Congrès de la Fédération anarchiste bulgare.
Page 7 : « Le Conte des Trois Diamants » de Michel Kleifi, Mama Béa.
Page 8 : La victoire des traminots, Associations.
Pages I à IV : Le bilan des grèves.

CYCLE DE CONFÉRENCES SUR L'ANARCHISME

La Fédération anarchiste organise une série de conférences. Celles-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- Vendredi 19 janvier 1996 : Les anarchistes et leurs organisations.
- Vendredi 26 janvier 1996 : Les anarchistes et le monde du travail.
- Vendredi 2 février 1996 : Anarchisme et féminisme.
- Vendredi 9 février 1996 : Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ?

Ces conférences-débats auront lieu à 20 h, à la salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M^e Luxembourg), 75005 Paris.

SPÉCIAL BILAN DES GRÈVES

le monde
libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA
ISSN 0026-9433

SUPPLÉMENT AU N° 1026
(18 AU 24 JANVIER 1996)

GRATUIT

« RÉFLEXIONS
ET PROPOSITIONS
ANARCHISTES
SUR LE TRAVAIL »

Brochure
anarchiste n° 9

éditions du Monde Libertaire
20 francs

(+3,70 F de frais de port).

A commander à PUBLICO
145, rue Amelot,
75011 Paris.

Novembre-décembre 95 : de l'auto-organisation à l'autogestion

EN L'ESPACE d'une bonne dizaine d'années, le nombre de celles et ceux qui ne se font plus aucune illusion sur la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie dans le cadre de la démocratie parlementaire n'aura cessé de croître. C'est que nous les avons vu à l'œuvre les élus. A gauche comme à droite, une fois au pouvoir, la pratique est identique et se résume à appliquer les restructurations exigées par la mondialisation de l'économie capitaliste.

Après avoir constaté que les abstentionnistes se comptaient par millions et que les trafics d'influence et de fric faisaient partie du fonctionnement normal du système il nous faudra bien, par force, trouver des solutions à ces impasses.

Sachant qu'il n'y a rien à attendre de ceux qui contrôlent l'appareil économique et politique, il n'y a pas d'autre choix que de compter sur nos propres capacités.

Il s'agit simplement de reconnaître que collectivement nous avons fait une erreur en pensant que l'on pouvait confier à des intermédiaires le soin de s'occuper de nos affaires. Une fois élu, le maire, le député, le chef de l'Etat ou le permanent syndical, s'occupe de ces intérêts et de ceux de sa classe sociale, à nos dépens.

C'est bien le principe de la délégation de pouvoir qu'il s'agit de remettre en cause pour lui substituer un autre



mode de fonctionnement reposant sur la démocratie directe et l'autogestion généralisée.

Réapproprions-nous notre histoire !

A chaque fois que le monde du travail s'est révolté contre l'injustice, l'exploitation et la domination, il a

cherché à mettre en place des structures, des modes de décisions et relations sociales reposant sur l'égalité réelle et totale des individus.

Les plus belles pages de cette histoire sont rarement mises en valeur dans les manuels scolaires et pourtant la Révolution française de 1793, la Commune de Paris de 1871, les Soviets ou conseils ouvriers de 1917 en Russie, la Commune de Berlin et la

République des conseils de Bavière en 1920, la grève générale en France et la Révolution espagnole de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie de 1956, la révolte de Mai 68... sont autant d'acquis sociaux et politiques des classes exploitées.

Ce sont autant de moments où les travailleurs se sont organisés efficacement sur la base d'assemblées générales souveraines, de délégués

élus et révocables à chaque instant, en contrôlant les négociations à la base, en refusant la hiérarchie dans les rapports qu'ils créaient entre eux. Selon les situations auxquelles ils ont été confrontés, ils ont structuré leur mouvement à l'aide de conseils de travailleurs, de comités de grève, de syndicats, de conseils de quartier et de commune... Ils ont ainsi pu maîtriser l'orientation de leurs luttes, en avoir le contrôle. Lorsqu'ils en ont eu le temps et la possibilité, les travailleurs ont fédéré ces structures de base et mis en place, à grande échelle (parfois pour plusieurs millions de personnes), des processus tendant à transformer l'organisation générale de la société, allant même jusqu'à supprimer la monnaie et à instaurer une répartition égalitaire des richesses produites.

Il est clair qu'à chaque fois qu'une telle situation s'est produite, tout ce que la planète compte de réactionnaires, de fascistes, de capitalistes, de curés et de bourgeois vivant du travail des autres, y compris ceux qui se prétendaient l'avant-garde communiste, ont utilisé tous les moyens à leur disposition pour briser, détruire et étouffer ces mouvements. A chaque fois, l'armée bleue ou rouge, les polices et milices parallèles sont intervenues pour massacrer et réprimer, afin de permettre à l'Etat et au capital d'imposer à nouveau leur domination.

Si les classes dominantes ont mis autant d'acharnement à détruire ces processus d'auto-organisation de la société, c'est bien parce qu'ils avaient peur de voir leurs pouvoirs et leurs privilèges remis en cause.

LA NOUVELLE OPPOSITION : LE MOUVEMENT SOCIAL

Les grèves et les manifestations de novembre et décembre 1995 ont d'abord été un raz de marée de protestations populaires contre les conditions de vie dégradées que la situation politique et économique impose à la majorité de la population. Si les mesures d'austérité aggravée annoncées par le gouvernement Juppé-Chirac, ainsi que les attaques contre le service public, ont déclenché les premières grèves dans les transports publics, d'autres catégories sociales, très vite, sont entrées dans l'action. Et les revendications catégorielles des premiers jours se sont rapidement transformées en une condamnation vigoureuse de la politique de régression sociale conduite par les gouvernements français depuis plus de vingt ans, dont le plan Juppé n'était que la présentation du moment.

Ces protestations exprimaient une

condamnation de l'appauvrissement croissant de la majorité de la population, du chômage massif en augmentation dans toutes les générations et plus encore chez les jeunes, de la régression constante des conditions de travail, du nombre grandissant de personnes sans ressources, sans protection sociale, sans logement.

Les porte-parole du gouvernement et du patronat affirment que la cause de cet accroissement de la pauvreté réside dans la concurrence internationale et la raréfaction des ressources financières : ils mentent effrontément et oublient toujours de citer les chiffres réels de l'économie. Entre 1982 et 1992, le produit intérieur brut de la France s'est accru d'un quart, passant de 5.559 milliards à 6.978 milliards de francs — une augmentation de 1.428 milliards ! La répartition de ces milliards de la croissance, cette

dernière résultant pour l'essentiel du travail des vingt millions de salariés, explique aisément le nombre toujours plus important de laissés pour compte : tandis que le pourcentage affecté aux revenus du travail salarié a régressé de plusieurs points pendant ces dix dernières années, la part de rémunération du capital a, durant la même période, presque doublé, passant de 9,9 % à 17,2 % de la valeur totale créée ! La politique néolibérale n'a guère plus épargné les revenus du travail non salarié, ceux des professions libérales, des artisans ou des agriculteurs, dont le pourcentage du revenu s'est réduit en moyenne de plus d'un point et demi. La rémunération des paysans, quant à elle, a baissé de 9,7 % en 1992 après avoir chuté de 20 % entre 1974 et 1987.

C'est contre cette injuste répartition des richesses dans la société

moderne — dont l'inégalité s'accroît depuis plusieurs décennies au profit des détenteurs de parts du capital ainsi que des dirigeants de l'économie et de la politique — que le mouvement de la fin de 1995 s'est dressé.

Une nouvelle pratique sociale

Dans les lieux de travail occupés, les centres de triage ou les gares, dans les dépôts ferroviaires ou d'autobus, dans les centres de tri postaux, dans les hôpitaux comme au sein des universités, la grève a généralisé quelques-unes des nouvelles pratiques sociales ébauchées au cours des années précédentes, durant les mobilisations contre la circulaire Devaquet et

(Suite page 3)

Préservez notre autonomie de classe !

Jusqu'à ce jour, jamais la capacité du monde du travail à gérer lui-même ses affaires n'a pu être prise en défaut sérieusement. Au contraire ! Chaque fois que des salariés ont été contraints ou ont permis à l'Etat et au patronat de s'immiscer dans leurs organisations de défense et d'entraide (comme les mutuelles de retraites et de protection sociale, ils se sont fait avoir. Nous en subissons les effets aujourd'hui. Par contre, chaque fois que les salariés ont été capables de se mettre en mouvement en fonction de leurs propres intérêts, ils ont réussi à modifier l'état des choses.

Le mouvement de décembre dernier en est une preuve supplémentaire. Ce sont les travailleurs, à la base, qui ont imposé les assemblées générales

(Suite page 2)

LE BILAN DES GRÈVES

De l'auto-organisation à l'autogestion

(Suite de la « une »)

souveraines et la nécessité d'une grève générale pour répondre aux attaques étatiques et patronales. Les bureaucraties syndicales n'ont fait que suivre, sans jamais réellement vouloir s'impliquer dans une grève générale.

Lorsque les cheminots ont exigé des preuves écrites de la part du gouvernement sur le retrait du contrat de plan SNCF et le plan Juppé, ils ont mis en pratique le contrôle des luttes par la base, ce qui implique qu'il n'y a pas à croire sur parole un permanent syndical ou un ministre. C'est bien le contrôle des délégués par la base qu'ils ont imposé pour garantir le principe de la démocratie directe.

Lorsque les grévistes de la Poste, de l'enseignement, d'EDF et d'autres « fonctionnaires » se rencontraient, c'était le besoin de coordonner les luttes qui les animaient, mais aussi la conscience que les enjeux devaient

préparer et impulser et dont il fallait débattre.

C'est cette volonté et cette capacité à globaliser les problèmes qui s'exprimaient aussi dans toutes les manifestations et les appels répétés à entrer tous ensemble dans la lutte, travailleurs du privé et du public, parce que cette division était devenue caduque, artificielle et un frein à la dynamique sociale.

Lorsque les salariés d'EDF ont basculé les compteurs sur le tarif de nuit, ils ont bien entendu voulu marquer leur solidarité et leur souci de prendre en compte les problèmes posés à la population par les grèves. Mais c'était aussi démontrer que ceux qui produisent l'électricité sont en capacité d'avoir le contrôle sur l'utilisation et la destination de la production et qu'ils sont en mesure d'en évaluer la valeur. En clair, ils prouvent leur capacité à gérer eux-mêmes leur outil de travail. C'est ce qui explique les

nombreuses inculpations et sanctions disciplinaires prises par les cadres dirigeants d'EDF, qui ont parfaitement compris que cela remettait en cause leur pouvoir et leur raison d'être.

C'est la même conscience sociale qui a amené les employés des centres de tri des PTT à s'occuper des chèques envoyés par les ASSÉDIC ou par les caisses de retraites et d'allocations familiales. Là aussi, les travailleurs ont décidé, en assemblée générale, de remettre en route la production, afin de ne pas pénaliser des populations qui vivent déjà ordinairement dans les pires difficultés. Très souvent cela s'est fait à la demande de très nombreuses personnes, venues tout à la fois apporter leur soutien aux grèves et exprimer leurs besoins particuliers, montrant ainsi que si les salariés gèrent leur outil de travail, ils ne sont pas les seuls à devoir décider de la finalité de leur production. C'est ainsi que l'idée des transports gratuits s'est largement diffusée pendant ce conflit, et les grévistes ont souvent été inter-

pellés sur ce sujet qui pose un problème et nécessite des débats du fait que transporter gratuitement les populations réduit l'efficacité de la grève en limitant son impact économique sur les autres entreprises.

Encore une fois, cela prouve que le contrôle de sa lutte et la réappropriation de l'appareil de production sur des objectifs sociaux, en dehors de tout critère de profit, sont des choses possibles et réalisables, et que les grévistes et « citoyens moyens » se sont posés des tas de questions autrement plus intéressantes que la libération des « deux accidentés du travail » au-dessus du ciel de Bosnie.

Ce processus social, qui une nouvelle fois a révélé sa permanence, sa pertinence et sa richesse créatrice dans la conscience collective des travailleurs porte un nom : auto-organisation.

Et de la même manière que le mouvement se prouve en marchant, de la même manière et au fur et à mesure que l'on met en pratique cette dynamique auto-organisationnelle, on

acquiert de l'assurance, de l'expérience et la parole se libère. Chacun se transforme et porte sur les autres un regard différent, parce que cela développe notre sociabilité. Des formes organisationnelles se rodent et des méthodes décisionnelles se peaufinent.

Au fil de ces mouvements de lutte, les salariés prennent conscience qu'ils sont en mesure de réorganiser leur travail et la société sur d'autres bases, avec d'autres règles et d'autres valeurs sociales et morales, pour donner à la vie collective et individuelle d'autres finalités. Cette perspective d'autogestion généralisée est revendiquée par les anarchistes, mais elle appartient bien plus profondément à l'ensemble des travailleurs et populations exploités.

Même si cette fois-ci les conditions n'étaient objectivement pas réunies pour susciter une telle transformation radicale de la société, soyons certains que cela y participe et la prépare.

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

Les grèves vues par les médias

Les récents événements sociaux — grèves et manifestations — ont fait l'objet d'un traitement tout particulier en provenance des salles de rédaction des médias nationaux.

Le plan Juppé a, dans un premier temps, rallié la plupart des suffrages des responsables de la presse écrite, des radios et des chaînes de télévision.

Issue du cerveau « reptilien » de notre premier ministre, cette idée à haute teneur technocratique de « maîtrise des dépenses de santé », agrémentée d'un contrat de plan SNCF passablement indigeste et de quelques réformes, suscitait un mécontentement populaire indiscutable, en même temps qu'elle rencontrait l'approbation de la classe des

« dirigeants », toutes catégories confondues.

C'était là le premier signe lourd d'une fracture entre gouvernés et gouvernants, entre province et capitale, entre pauvres et riches, entre les citoyens et l'Etat.

L'arrogance des décideurs et des faiseurs d'opinion se trouvait tout d'un coup sanctionnée et rejetée par l'immense majorité des laissés-pour-compte du système. Les journalistes l'ont-ils entrevu ? L'ont-ils compris ? Rien n'est moins sûr ! En revanche, ce qui est avéré, c'est le choix indéniable qu'ils ont opéré très rapidement en stigmatisant les grévistes qui occasionnaient des tracas aux usagers. Les grévistes furent montrés du doigt et désignés

comme les mauvais sujets d'un système social voulant accoucher d'un consensus. Pire, les journalistes — particulièrement dans l'audiovisuel —, relayant allégrement les discours officiels des classes dirigeantes, qualifièrent les fonctionnaires en grève de « nantis », de « privilégiés », faisant ainsi allusion à la « sécurité » de l'emploi dont ils bénéficient et les opposant aux usagers, « travailleurs pris en otages », et aux exclus.

Tout cela fut fait en pure perte tant le mal social était — et reste — profond. Ce que la presse, dans son ensemble, n'a pas voulu voir c'est que l'affrontement sociétaire un temps entre aperçu a dépassé la simple question de l'alternance politique.

La démission de Juppé n'a pas été sérieusement envisagée par les grévistes, tant ils s'en foudraient du bonhomme Juppé. Ce qui était en cause, c'était les politiques successives — et celle de Juppé n'échappe pas à la règle — qui s'articulent toutes autour d'une seule logique : celle du libéralisme capitaliste, de la sacro-sainte rentabilité, celle qui fabrique de l'exclusion sociale et qui fait de cette exclusion un mode de régulation socio-économique qui permet aux nantis de le demeurer *ad vitam eternam*.

A l'occasion de ces événements, certains ont fait allusion à Mai 68. Comme si toute explosion sociale devait être une récurrence obligée du grand mouvement de révolte qui secoua le torpeur consumériste vers la fin des années 60. Les journalistes d'alors, faut-il le rappeler, adoptèrent une toute autre attitude, certes plus courageuse.

Faisant leurs certaines revendications égalitaires et anti-hiérarchiques, ils n'hésitèrent pas à rêver d'un autre monde et se prirent à souhaiter l'avènement d'une société, dans laquelle ils seraient autre « chose » que de simples pions. Des acteurs plutôt que des relais obéissants et serviles du pouvoir gaulliste de l'époque.

L'ORTF nous servait au journal de 20 heures la voix du général. Les salariés de l'information se désolidarisèrent de ces pratiques et... se mirent en grève.

En 1995, la presse dans son ensemble a traduit dans les faits la véritable nature de la fracture à

laquelle j'ai fait allusion auparavant.

La presse représente le quatrième pouvoir et, à ce titre, a tenu à donner en priorité l'image d'une société homogène, cohérente dans sa structure inégalitaire. Pas d'états d'âmes à l'horizon des salles de rédaction ! A l'ordre du jour de la désinformation, de la caricature et, au besoin, des bobards.

A aucun moment, l'augmentation dramatique de l'écart des revenus entre riches et pauvres ne fut avancé pour dénoncer le cynisme et l'hypocrisie d'une société de nantis, productrice de misère et de frustration.

Pas un mot, sur les augmentations fararineses des marges bénéficiaires des entreprises (dont TF1 et Canal +...), qui ont accompagné en parallèle la progression exponentielle du chômage.

Pas un rappel sur les bassesses politiciennes et les malversations des hommes d'Etat — toutes tendances confondues —, malversations représentant autant de crachats irrévérants balancés à la face de millions de citoyens vivant l'exclusion ou devant se contenter de salaires de misère !

Au lieu de cela, les reporters arpentèrent qui les couloirs du métro, qui les quais des gares, qui encore les trottoirs des villes, afin de traquer les « critiques de la grève ». L'usager fut interpellé, adulé, questionné, choyé... à condition qu'il grogne contre ces « salauds de fonctionnaires grévistes qui l'empêchaient de travailler »... malheureusement pour les journalistes, les usagers — pour le plus grand nombre d'entre eux broyés par la machine sociale — ne se firent pas les complices de l'idéologie autoritaire diffusée à longueur de communiqués.

Le ton de la presse changea bien devant cet état de fait et devant l'ampleur historique des rassemblements contestataires. Mais ce ton changea de manière, contraint et forcé. En vérité, les médias français de notre fin de siècle représentent un des piliers fondamentaux de la société inégalitaire, étatique, autoritaire et hiérarchique.

L'autonomie, toute relative dans laquelle ce « pouvoir » se meut, permet quelques « critiques » sur les modes de gouvernement et sur les équipes chargées de les appliquer,

mais jamais sur l'essence du gouvernement et sur les fondements de l'autorité.

Les donneurs de leçons ont été sanctionnés par les citoyens en révolte, comme l'ont été l'Etat, les classes dirigeantes, les institutions, la *nomenklatura* à la française...

Les reporters des chaînes publiques et des différents médias ont eu beau se plaindre de n'être point aimés par les manifestants, ils se sont bien gardés de changer leur fusil d'épaule (1).

Un tel entêtement se reflète bien sous la plume de Jacques Julliard (et ce n'est pas le pire...), qui écrivait : « Cette grève [...] a fait apparaître, à travers les difficultés de la vie quotidienne, l'envie de vivre autrement, de se déplacer autrement, de travailler autrement [...]. Les gens [...] se sentaient plus libres [...] et qui pour finir, désireux de trouver une issue à la crise, se posait l'angoissante question : « [...] Faut-il un nouveau Premier ministre ? faut-il une nouvelle Assemblée ? Cela, c'est une autre affaire : A vous de jouer M. Chirac. »

La fracture est là, toute entière contenue dans ce constat. Les médias et les journalistes qui les servent se fondent totalement dans le moule que le pouvoir s'est employé à leur fabriquer. Aucun esprit de critique, aucune irrévérence, aucune remise en cause de l'état sociétaire considéré comme immuable et de l'autorité qui le sous-tend.

L'ère des éditorialistes courageux et des journalistes libres paraît bien révolue. Les Juy, Bouvard et Alexandre ont remplacé les Camus, Jeanson et Galtier-Boissière... Autres temps autres moeurs, diriez-vous !... Peut-être !

Ce qui est sûr en revanche, c'est que les secousses sociales de la fin 95 ne sont que les prémices d'affrontements autrement plus considérables entre les citoyens et l'Etat. Les médias seront bien obligés alors de relater ces événements qui se dérouleront contre eux, faute de se dérouler avec eux !

EDWARD SARBONI
(gr. Puig-Antich - Perpignan)

(1) Notons des cas particuliers, comme certaines antennes locales de FR3 (celle de Perpignan, notamment) en grève le samedi 16 décembre. Les grévistes protestaient contre une information partielle, sinon partielle.

Supplément « Bilan des grèves » au ML n° 1026

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

La nouvelle opposition : le mouvement social

(Suite de la « une »)

le C.I.P. ou les luttes des coordinations de cheminots et d'infirmières. Les grévistes, réunis régulièrement en assemblées générales souveraines, décidèrent de l'orientation de leur mouvement et de la forme de lutte qu'ils entendaient lui donner, choisissaient et mandataient leurs délégations, appréciaient et se déterminaient sur les résultats obtenus, estimaient enfin s'ils devaient continuer, interrompre ou arrêter la grève.

Une telle pratique, mise en œuvre par les grévistes eux-mêmes, visait à supprimer toute délégation de pouvoir et à organiser une réelle autogestion de la lutte. Ce mode de prise de décision, outre qu'il a renforcé la solidarité entre chaque gréviste et rendu chacun acteur et décideur de l'action, a dépassé les divisions syndicales et a été un des moyens les plus importants de l'unité du mouvement.

Les innombrables assemblées générales, comités de grève ou d'occupation se sont affirmés comme les plus authentiques interprètes de la volonté des travailleurs et des étudiants en lutte, en particulier auprès de ceux qui parlent en leur nom, les appareils syndicaux, qui craignaient surtout que renaisissent les coordinations... Pendant la plus grande partie de la lutte, les assemblées de travailleurs et d'étudiants se sont constituées comme un contre-pouvoir gréviste, ont imposé l'unité, poussé le mouvement en avant, fait taire les

rivalités de boutiques syndicales.

Le mouvement social recompose le syndicalisme

Cette rigueur de ceux qui avaient cessé le travail, la mobilisation grandissante de la population — qui s'est solidarisée avec les grévistes, malgré les tentatives de diversion du R.P.R. et les provocations du Front national, parce qu'elle a compris qu'ils se battaient pour tous ceux qui subissaient l'austérité — les manifestations qui devenaient des fleuves humains de protestations et de colère contre le pouvoir et le patronat, plus encore dans les régions qu'en Ile-de-France, obligèrent certains des chefs syndicaux à jeter le masque. Les secrétaires généraux de la C.F.T.C. et de la

C.F.D.T. appelèrent à la reprise du travail, suivis par divers responsables de la C.G.C. et de syndicats corporatifs. La secrétaire de la C.F.D.T., Nicole Notat, alla plus loin encore et suggéra qu'elle ne serait pas opposée à l'instauration d'un service minimum obligatoire dans les transports, en prétextant de l'intérêt des usagers alors qu'il s'agit plutôt, en cette affaire, des profits du patronat et des marchés financiers. Bien que Notat nous ait habitués à être aussi servile avec les employeurs et les représentants de l'Etat que sévère avec ses opposants internes, il y avait tout de même quelques années qu'un syndicaliste professionnel n'était pas allé aussi loin dans l'attaque contre le droit de grève...

Le mouvement de grèves de novembre et décembre 1995 a fait apparaître nettement aux

yeux de la population laborieuse et estudiantine une ligne de rupture franche dans le mouvement syndical, entre les organisations, certaines contraintes et forcées peut-être, qui ont soutenu les grèves ouvrières et étudiantes — la C.G.T., Force ouvrière, les structures oppositionnelles de la C.F.D.T., nos camarades de la C.N.T., qui ont porté haut dans le conflit le drapeau rouge et noir de la révolution sociale, la F.S.U., S.U.D.-P.T.T., le C.R.C., le S.N.U.I. et le groupe des Dix, l'U.N.E.F., etc. — et les autres, celles qui ne sont même plus réformistes, et qui ont essayé de saborder, de briser le mouvement et se sont, de ce fait même, exclues du champ du syndicalisme des salariés; leur pseudo-modernisme et la recherche qu'elles prétendaient entreprendre de nouvelles formes syndicales se révèlent n'être que la résurgence du vieux syndicalisme jaune de collaboration et de soumission.

renaitre dans les entreprises et les faubourgs, le mouvement social en lutte a montré qu'il était la seule réelle opposition, la seule force capable, lorsqu'elle se mobilise, de résister aux volontés de l'Etat et du patronat. Si des syndicats ont retrouvé quelque crédibilité pendant le conflit, c'est parce qu'ils ont accompagné le mouvement.

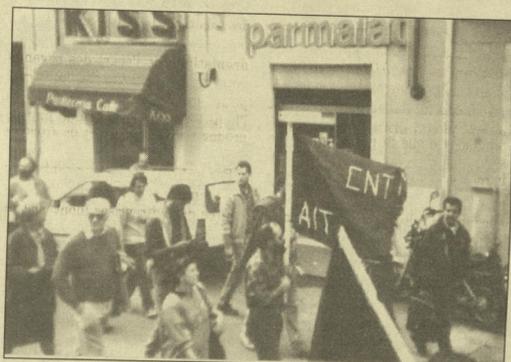
Ont été bien silencieux, en revanche, durant ces temps où le peuple criait sa colère dans les villes et les métropoles, ceux-là mêmes qui prétendent nous représenter et qui parlent si souvent en notre nom, les directions des partis politiques de gauche, du centre ou de droite ainsi que les élus de la nation ou les supporters et les groupes de la démocratie représentative et de la modernité, tous ceux qui avaient promis la fin de la crise, la réduction des inégalités ou l'amenagement de la fracture sociale — ce silence révèle bien qu'ils sont, face aux exigences du capitalisme, ou complices ou impuissants.

C'est le mouvement social de 1995 qui a montré qu'on pouvait, ici et maintenant, dresser une digue qui contenait les empiètements du patronat public et privé. Il a montré qu'on pouvait faire reculer le gouvernement, et le gouvernement aurait reculé davantage si la grève avait été générale. Les pratiques sociales de ce mouvement sont l'exemple qu'il faut suivre. Pour organiser et amplifier une résistance, une opposition possible et réaliste à l'avenir de barbarie technologique et médiatique, de misère et de mépris que la société marchande prépare, si rien ne l'arrête, pour l'humanité tout entière. A nous tous de nous en saisir...

JACKY TOUBLET

Le mouvement social en lutte est la seule opposition réelle

Face au franc fort et à l'appauvrissement de la population laborieuse, face à la monnaie et à la pensée uniques, face à la compétitivité forcée de l'économie et à l'accroissement du chômage, face à la misère de l'enseignement public et aux fiefs privés, face aux marchés financiers et au gouvernement qui défend leurs intérêts, le mouvement social, avec ses centaines de milliers de grévistes et les millions de personnes qu'il a rassemblées dans les rues, avec l'autogestion des luttes et des occupations qu'il a organisées, avec la résignation qu'il a balayée et la confiance qu'il a su faire



RÉDUIRE LA DURÉE DU TRAVAIL

Depuis quelque temps déjà, la réduction du temps de travail est remise à l'ordre du jour, comme une solution, parfois annoncée comme provisoire, pour résoudre la question du chômage. La bourgeoisie, le patronat et les politiques se sont fait dernièrement les champions de cette revendication historique des travailleurs. Le ministre des armées, Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes, s'est même enhardi sur les 32 heures, devançant par là même les bureaucraties syndicales.

La réduction du temps de travail n'est pas une solution, parmi d'autres, pour répondre aux déficiences engendrées naturellement par le système capitaliste et la mondialisation du modèle économique libéral. Elle est un élément constitutif de la lutte de classe menée par le prolétariat mondial. En ce sens, la réduction de la durée du travail est une attaque contre le Capital, contraint de céder une part des richesses accumulées par le travail des exploités, et non un réajustement de l'organisation capitaliste pour assurer la paix sociale.

La réduction de la durée du travail, c'est avant tout prolonger le temps de repos, augmenter le temps de loisirs, rééquilibrer sa vie au quotidien, enfin, se donner le temps de vivre. Cette lutte s'inscrit donc dans la lutte globale contre le capitalisme et l'Etat, pour leur destruction, afin de permettre le développement d'une société basée sur le bien-être et la liberté.

Travailler moins, travailler tous, dans de meilleures conditions

Dans l'immédiat, une réduction notable du temps de travail — 30 heures hebdomadaires — contribuerait à la suppression du chômage, et au retour du plein emploi. En effet, elle contraindrait le patronat à embaucher massivement pour combler la perte de productivité (et de production) engendrée par cette réduction, ce qui ne fut pas le cas lors du passage au 39 heures sous le pouvoir socialiste : l'heure gagnée par les travailleurs

avait largement été compensée par le taux croissant de productivité obtenue les vingt années précédentes au bénéfice du patronat, ce qui lui évitait de créer des emplois.

D'autre part, la volonté patronale de prolonger le compte d'annuité pour obtenir la retraite doit être combattue sans relâche. Elle va à l'encontre de la réduction de la durée du travail. Au contraire, il s'agit d'avancer de manière significative la date de la retraite — à 50 ans — pour permettre l'embauche des jeunes, afin de bénéficier plus longtemps encore des biens et des plaisirs que chacun a droit dans son existence. Les travailleurs doivent, sur ce point, se fixer comme objectif un abaissement de l'âge de la retraite et arracher au patronat les moyens de la financer. Il n'est pas de réelle réduction du temps de travail (hebdomadaire, ou avancement de l'âge de la retraite) sans une redistribution des richesses — produites par les travailleurs — à leur profit.

Une réduction quantitativement importante de la durée du travail ne

peut être efficace sans la suppression des heures supplémentaires, même mieux rémunérées. Il apparaît paradoxal que l'accroissement du chômage aille de pair avec une augmentation sans limite des heures supplémentaires. Mais il est évident que le patronat a tout intérêt à développer ce genre de pratique dans la mesure où il est financièrement plus rentable de faire travailler un salarié que d'en embaucher un autre. Le gel des salaires, la baisse du pouvoir d'achat, la crainte du chômage favorisent malheureusement le recours aux heures supplémentaires pour bon nombre de salariés. Il s'agit donc de refuser cette pratique qui bloque l'embauche et contribue à accroître la plus-value du capital. Enfin, cette démarche ne peut être dissociée de la revendication d'une hausse des salaires.

Travailler autrement

L'ensemble des revendications pour une réduction de la durée du temps de travail doit s'accompagner

d'une exigence de meilleures conditions de travail et du contrôle effectif, par les travailleurs eux-mêmes, de l'organisation de ce temps au sein de l'entreprise. La flexibilité et la précarité qui se généralisent dans tous les secteurs d'activités et qui doivent être combattues, ne peuvent servir de prétexte à l'introduction de nouveaux horaires, en allongeant par exemple la journée de travail en contre-partie d'une journée de repos, créant un déséquilibre entre vie privée et vie professionnelle, rendant ainsi illusoire les bienfaits d'une réduction significative de la durée du travail, sans perte de salaire bien entendu.

Travailler moins crée les conditions pour travailler autrement par une organisation différente du travail qui tienne compte des préoccupations immédiates des salariés, première étape dans la perspective d'une libération sociale et de l'abolition du salariat.

JEAN-CHARLES CANONNE
(Rennes)

De la force et des faiblesses comme sources de richesse des mouvements sociaux

LES GRÈVES et manifestations de décembre 1995 se sont caractérisées par leur ampleur, à une période où toute lutte semblait vouée à disparaître. Dans un contexte de chômage et de précarité de masse, toute réaction d'ampleur semblait improbable, voire inespérée. Pourtant, il s'est passé quelque chose qu'il nous faut analyser.

Quelques sources du ressentiment

Tout d'abord, il y a eu une attaque en règle contre les salariés, avec une concentration peut-être jamais vue :

- la hausse de la TVA, pas même compensée par une hausse du SMIC, avec l'argumentation de l'égalitarisme de la TVA, car les pauvres consacraient moins que les riches ;

- la hausse du forfait hospitalier, comme mesure d'avant-garde du plan Juppé pour la Sécu ;

- une propagande formidable contre les « privilégiés » à emploi stable et les « nantis » de la Fonction publique, avec l'arrière-pensée d'abolir ce « privilège » et de suivre les directives du FMI en généralisant précarité et flexibilité (sens de l'accord patronal-syndicats d'octobre 1995, visant à annualiser le temps de travail) ;

- le projet de privatisation d'EDF, GDF, France Télécom ;

- le Contrat de Plan SNCF réduisant les lignes et les effectifs ;

- enfin, le plan Juppé faisant payer les dettes des patrons (du privé et l'Etat) concernant la protection sociale principalement par les salariés, à travers le Remboursement de la dette « sociale » (RDS), alignant le régime de retraite de la Fonction publique

vers le bas, sur celui du régime général des salariés du privé, ramené deux ans auparavant à 40 annuités de cotisations pour bénéficier du taux plein et calculé non plus sur les 10 meilleures années mais sur les 25 « meilleures », mesure passée, comme toutes les lois scélérates, pendant l'été, en 1993.

Tout cela, plus un contexte de craintes profondes pour l'avenir des citoyens dans une société de plus en plus techno-bureaucratique, a permis une saine réaction d'une part importante de la population.

Mais d'autres phénomènes nous semblent importants d'être mis en lumière.

De l'état des forces en présence

Les faiblesses relatives et les inimitiés profondes entre syndicats ont joué un rôle important. Tout d'abord, les « querelles de chapelles » ont souvent cassé les possibilités de mobilisation par le passé. Il faut donc ici souligner le rôle de l'unité relative de la CGT et de la CGT-Force ouvrière, dans ce conflit. *A contrario*, l'opposition au conflit et le ralliement à la politique gouvernementale de la CFDT a joué comme catalyseur contre une logique de société qui se place dans le camp du progrès des économies politiques contre le progrès des politiques sociales.

Mais cette unité syndicale n'était pas suffisante pour lancer un conflit qui devait durer plus de 24 heures. Le seul recours pour faire perdurer un mouvement d'ampleur est apparu comme étant la voie de la démocratie directe, d'où le rôle prépondérant des assemblées générales d'atelier. Même si ce rôle n'est pas nouveau, sa généralisation a été importante.

Quelques bémols malgré tout. A la SNCF, par exemple, les AG se faisaient par secteur, voire par grade : les AG de cadres et d'agents de maîtrise ne se mélangeaient pas avec celles de l'exécution ; dans les AG de roulants, la parole des sédentaires était souvent interdite ; la CGT s'est toujours opposée à des AG intersecteurs, voire plus larges. A la fin du conflit, lors de certaines négociations, la CGT a pu avancer qu'elle avait fait reprendre le travail aux grévistes !

De même, la conscience de ne pas maîtriser une situation plus forte a empêché les confédérations syndicales de proposer la grève générale, en particulier au secteur privé.

La faiblesse des partis politiques de « gauche » les a empêchés de récupérer le mouvement, quelle que soit leur position face à celui-ci à ses débuts : soutien du PS au plan Juppé, « critique constructive » du PCF, mais

opposition au plan Juppé. Il est bien évident que c'est par tactique et incapacité à proposer autre chose que le PS a toujours affirmé que « la parole devait rester à la rue », mais peu importe, ce sera à tous de se rappeler décembre 95, lorsqu'ils voudront récupérer un mouvement social dans une période plus propice pour eux et de les renvoyer dans leur « Palais Bourbeux ». De même, la faiblesse relative du PCF l'a empêché lui aussi de récupérer ce mouvement et a ainsi permis une plus large expression du ras-le-bol social face au totalitarisme de l'idéologie libérale.

De même, les faiblesses réelles de l'extrême gauche et du mouvement libertaire ont conduit à un certain nombre d'échanges entre militants de ces mouvements, même si les débats ont rarement dépassé le cadre syndical, tant il est vrai que les propositions de l'extrême gauche (par exemple à Bordeaux avec la LCR) rappellent les positions d'avant 1981 du style « front uni de gauche », en oubliant bien vite les 14 années de mitterrandisme qui ont achevé de nous démontrer l'échec du socialisme à construire une autre société ; sinon les propositions de l'extrême gauche visaient en des rapprochements avec le Parti père, le Parti communiste français, qui a bien du mal à nous faire croire qu'il change, même s'il ne défend plus la classe ouvrière mais « les gens ».

Des ressources inépuisables de la grève, comme moteur du changement des mentalités

De cette diversité et de cette richesse est sortie une contestation qui dépassait largement le plan Juppé, même si la protection sociale est une des pierres angulaires du contrat social qui nous lie et nous fait accepter peu ou prou cette société. Ce qui ressortait, c'était la critique du manque de perspective de société, de cette politique sociale à courte vue et désastreuse, qui jette à la rue toujours plus de gens. C'était aussi le fait que des privilégiés il y en avait, mais des vrais, dont les médias ne parlaient pas. Ceux qui avaient le capital ! C'était aussi un besoin de solidarité, de rejeter l'individualisme dominant, l'atomisation sociale, pour vivre des pratiques plus collectives, recommencer à échanger, à partager ! C'était le retour à des valeurs simples sur les possédants et les dépossédés et le refus de s'embarquer dans les discours démagogiques à la Notat, qui veulent nous faire accepter les préoccupations des patrons, comme si on avait des intérêts communs ! Ce

n'était pas le retour de la lutte des classes, mais ça en avait des allures. C'était, bien sûr, la résurgence du débat de temps de travail, avec création d'emplois et maintien des salaires ; il manquait juste le débat sur le partage des richesses, mais ça viendra, au prochain conflit peut-être.

La grève a eu un impact aussi pour les non-grévistes. En effet cette grève, qui n'était malheureusement pas générale, a changé le temps, le rythme du travail qui, à lui seul, est source d'aliénation. La découverte de problèmes nouveaux, liés à un sentiment commun avec les grévistes d'impasse sociale de la gestion du monde, a conduit nombre de citoyens à découvrir des formes de solidarité enfouies dans un inconscient collectif, ressource inouïe des peuples à s'adapter, à changer !

Une brèche me semble ouverte dans le discours dominant, tellement dominant qu'il fait penser aux services de la propagande des pays totalitaires. C'est à nous, militants révolutionnaires, d'alimenter cette brèche par des propositions concrètes de changement de logique de société et pas pour dans 10 000 ans, mais pour les années à venir. Cette brèche peut devenir la porte d'entrée dans un monde où les riches finiront par rejoindre les pauvres, ou le contraire.

PHILIPPE ARNAUD
(gr. Emma-Goldman - Bordeaux)

Décembre 1995 : un épisode de la troisième guerre mondiale

Grosso modo jusqu'en 1918, le liant des sociétés était leur territoire et leur moteur l'expansion de ces territoires par les conquêtes. Tout d'abord, il y a eu les extensions frontalières, les constitutions d'empires et d'Etats, puis au-delà des frontières avec les guerres coloniales et les empires coloniaux. Entre les deux guerres, se sont ajoutés les accords de blocs, OTAN et Pacte de Varsovie, une période de mutation avec la décolonisation et leur remplacement par des mises sous tutelles économiques.

Nous sommes passés progressivement d'affrontement militaires, certes au service des capitalistes (en particulier des industriels de l'armement et de la reconstruction), à une guerre économique presque pure et simple.

Cette mutation s'est accomplie au niveau idéologique avec le remplacement du nationalisme par le libéralisme. Le vocabulaire a changé : le sentiment d'appartenance ne s'exprime plus par rapport à une nation, mais par rapport à une entreprise. Les héros ne sont plus en uniformes, mais sont des entrepreneurs, des « capitaines » d'industrie.

La guerre économique fait rage et ses victimes sont légion. Ce sont les millions de chômeurs, privés du moyen de l'indépendance économique et sociale, car privés de l'accès à un revenu décent.

Il y a eu les regroupements d'entreprises par *holdings*, rachats... Aujourd'hui, il y a les accords de blocs, avec l'ALENA, en Amérique du Nord, avec la Communauté économique européenne, en Europe de l'Ouest, des accords se préparent également dans le Sud-Est asiatique.

Comme avec la guerre froide, la logique d'affrontement de ces blocs est une logique guerrière, dont il y a peu de chances qu'il n'y ait pas que des perdants.

Ce qui est certain, c'est que les victimes seront toujours plus nombreuses. Ce qui est certain, c'est que, comme toutes les guerres, celle-ci non plus n'est pas la nôtre. C'est toujours celle des capitalistes.

Nos réponses sont encore identiques, même s'il faut les adapter. La désertion, c'est le refus de la compétition, d'écraser ses collègues ou ceux d'autres entreprises, refuser de participer à un quelconque licenciement, ne pas participer à la quête d'un salaire plus élevé en échange de toujours plus de bassesses. L'insoumission, c'est trouver d'autres moyens de vivre que par l'argent du salariat, le vol, l'autarcie... Le combat pour l'objection de conscience dans l'entreprise, c'est obtenir une loi qui empêche le licenciement de quiconque refuse une tâche pour des raisons de conscience.

P. A.

Le groupe Nestor-Makhno
publie une brochure intitulée :
« Les Anarchistes et la Sécu ».

Prix : 20 F (port compris).

Chèque à l'ordre du CESS.

Commande :

Groupe Makhno

c/o CNT-AIT, Bourse du Travail,

cours Victor-Hugo,

42000 Saint-Etienne.

Calendrier 1996
dédié au révolutionnaire russe
Voline

La revue *Itinéraire*,
vous informe que
son calendrier 1996
(en quatre couleurs)
est encore disponible.

12 F (+ 4,40 F de port).

En vente à la librairie

PUBLICO

145, rue Amelot,
75011 Paris.